

Assemblée Nationale

COMPTE RENDU ANALYTIQUE OFFICIEL

Session ordinaire de 1996-1997 - 89ème jour de séance, 163ème séance

SÉANCE DU JEUDI 19 JUIN 1997

PRÉSIDENCE DE M. Laurent FABIUS

Sommaire

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT . . . 2

La séance est ouverte à quinze heures.

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

L'ordre du jour appelle une déclaration de politique générale du Gouvernement faite en application de l'article 49, alinéa 1er, de la Constitution et le débat sur cette déclaration.

M. le Président - Avant de donner la parole au Premier ministre, je formulerai deux observations.

Tout d'abord, pour cette séance très importante comme pour les autres de la législature, je demanderai à chacun de bien vouloir respecter les orateurs afin que nous nous écoutions mutuellement. Les Français nous ont élus pour que nous nous écoutions et pour que nous nous respections.

Ensuite, la Conférence des Présidents a décidé que chacun des cinq groupes disposerait aujourd'hui de vingt-cinq minutes. La télévision filmiera cette séance. Pour être équitable et afin que toutes les interventions soient intégralement retransmises, je veillerai à ce que ces délais soient respectés.

M. Jospin, Premier ministre - Les Français se sont saisis lucidement du débat électoral ouvert à l'improviste : vous en avez été les acteurs. Ils ont entendu, en pleine connaissance de cause, trancher ce débat : vous en êtes les interprètes. Notre démocratie, souvent taraudée par le doute, a su, à cette occasion, retrouver sa vitalité : vous en serez les garants.

Assurément, les Français ont tenu à rejeter sans ambiguïté une pratique dépassée du pouvoir. Ils ont aussi exprimé un choix, porteur d'espoir, mais pétri d'exigences.

Exigence de respect, à commencer par celui de la parole donnée. Les engagements pris devant le peuple français durant la campagne seront honorés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe RCV et sur quelques bancs du groupe communiste*)

Exigence d'efficacité. Progressive, maîtrisée, inscrite dans la durée, la méthode de travail que j'ai assignée à mon Gouvernement est à mes yeux essentielle, parce qu'elle conditionne l'efficacité de son action.

Exigence de compréhension. Notre attitude à l'égard des Françaises et des Français doit être celle du dialogue continu, de l'attention scrupuleuse, de la disponibilité constante.

Exigence de changement, enfin. La nouvelle majorité a été choisie par les Français parce qu'elle leur paraissait la mieux à même d'incarner non "le changement" en général, mais un changement précis, dont il importe de tracer le mouvement.

L'histoire de notre pays a vu se succéder des phases de confiance et des moments de doute. Le chemin suivi fut incertain, douloureux parfois, exaltant souvent. Chacun sent qu'aujourd'hui nous traversons une période de difficultés. Il nous faut les surmonter. J'entends à cette fin me saisir pleinement du mandat que les Français nous ont confié. Redonner à notre pays une chose précieuse entre toutes et qui, pourtant, lui a progressivement échappé : un sens. Un sens, c'est-à-dire à la fois une signification -la France doit conforter son identité, mise à mal- ; et une direction -notre pays demande un projet.

Aux Françaises et aux Français que vous représentez ici et qui, au-delà de cette enceinte, nous écoutent, je veux dire ceci : faisons un pacte. Un pacte républicain, un pacte de développement et de solidarité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*)

Je propose d'abord de nouer avec les Français un nouveau pacte républicain. Il sera fondé sur le retour aux sources de notre République, sur la modernisation de notre démocratie.

La France, ce n'est pas seulement le bonheur des paysages, une langue enrichie des œuvres de l'esprit ; c'est d'abord une histoire. Une histoire où s'est forgé le "modèle républicain". Ce modèle, qui doit tant à la gauche, à l'exigence de progrès et de justice, semble s'effriter sous nos yeux, se déliter et le sentiment de cette incertitude provoque chez beaucoup le désarroi.

Aujourd'hui, tirant les enseignements de notre expérience du pouvoir, je veux vous indiquer les références qui me semblent essentielles et les évolutions qui sont nécessaires. Il convient de faire retour à l'esprit républicain. Avant même de s'inscrire dans des institutions, la République, c'est un état d'esprit.

Cet état d'esprit, il nous faut le conforter, partout, et d'abord chez les femmes et les hommes qui servent la République. Plus que jamais, alors que la vie publique pâtit de l'individualisme et du règne de l'argent, il est indispensable de rétablir les règles de l'éthique républicaine.

De la base au sommet de l'Etat, du ministre au fonctionnaire, une seule façon d'être et d'agir, une seule façon de décider, doit prévaloir : celle du service de la Nation. Nous sommes des citoyens responsables de l'Etat au service des citoyens : nous leur devons compte, nous leur rendrons compte. C'est ainsi que l'Etat peut être véritablement l'expression de la Nation.

La Nation est non seulement la réalité vivante à laquelle nous sommes tous attachés, mais surtout le lieu où bat le cœur de la démocratie, l'ensemble où se nouent les solidarités les plus profondes. Elle reste le cadre naturel des réformes essentielles dont notre pays a besoin.

Voilà pourquoi nous ne voulons plus de ce "jeu de défausse" qui a trop souvent consisté à se décharger sur l'Europe de tâches qui auraient dû être assumées dans le cadre national, à imputer à l'Union européenne des défaillances qui procédaient souvent de nos propres insuffisances. Pour moi, l'Europe doit être un espace supplémentaire de démocratie, doit ouvrir des perspectives nouvelles pour la citoyenneté. Elle ne saurait se substituer à la Nation, mais la prolonger, l'amplifier.

Dans la Nation, faire retour à la République, c'est d'abord se confier à l'école. L'école est le berceau de la République. Outre sa mission d'instruction, elle doit assurer l'apprentissage du civisme. Dès l'enfance, il faut faire naître et vivre durablement un profond sentiment d'attachement aux valeurs républicaines au premier rang desquelles la laïcité, le respect de la chose publique, l'adhésion à une citoyenneté active et responsable, ensemble indissociable de droits et de devoirs. Je demande au ministre de l'éducation nationale de prendre des mesures pour que soient enseignées et pratiquées non seulement l'instruction civique mais aussi la morale civique. (*Nouveaux applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste, du groupe RCV et sur plusieurs autres bancs*)

Cette nation, nous la voulons forte et soudée ; nous la voulons aussi vivante et ouverte. La France, vieux pays d'intégration républicaine, s'est construite par sédimentations, creuset donnant naissance à un alliage d'autant plus fort que ses composants étaient divers et nombreux. C'est pourquoi le droit du sol est consubstantiel à la nation française. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste et du groupe RCV*) Nous le rétablirons. Rien n'est plus étranger à la France que le discours xénophobe et raciste. La France doit définir une politique d'immigration ferme et digne, sans renier ses valeurs, sans compromettre son équilibre social. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV ; exclamations sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

L'immigration est une réalité économique, sociale et humaine qu'il faut organiser, contrôler et maîtriser au mieux, en affirmant les intérêts de la Nation et en respectant les droits de la personne. Une politique d'intégration républicaine, déterminée et généreuse, propre à recueillir l'assentiment de nos concitoyens, sera mise en œuvre. La République accueille ses hôtes selon ses lois, qui doivent être claires et précises. (*Mêmes mouvements*) L'immigration irrégulière et le travail clandestin -dont je sais qu'il n'est pas le seul fait des étrangers- seront combattus sans défaillance (*Nouveaux applaudissements*) parce que l'un et l'autre compromettent l'intégration et parce qu'ils sont contraires à la dignité des immigrés.

La politique de coopération avec les Etats d'émigration prendra en compte l'objectif de la maîtrise des flux migratoires.

Plusieurs députés RPR - Des mots !

M. le Premier ministre - La législation sur la nationalité, le droit des étrangers et l'immigration, rendue complexe et parfois incohérente par trop de modifications successives, fera l'objet d'un réexamen d'ensemble. Une mission interministérielle, réunissant autour de M. Patrick Weil, des représentants des ministères de l'intérieur, de l'emploi et de la solidarité, et de la justice, présentera ses conclusions d'ici à deux mois. Un projet de loi sera présenté à la prochaine session du Parlement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste, et du groupe RCV)*

Sans attendre, le Gouvernement a décidé de mettre fin à certaines situations intolérables et inextricables, qui résultent des contradictions de la législation en vigueur. Des instructions seront données aux préfets, dans les prochains jours, pour qu'ils procèdent, sur le fondement de critères précis, à un examen attentif et personnel de ces situations.

Dans la Nation, faire vivre la République, c'est s'assurer d'un Etat qui inspire le respect, qui devienne impartial, qui se conforme au droit. Les responsabilités de l'Etat doivent être assumées sans défaillance.

Au premier rang de celles-ci, il y a la Justice. Le respect du droit est fondamental pour la République et la démocratie. Sans lui, le lien social se dissout et les institutions sont discréditées. Aussi la Justice doit-elle être indépendante et impartiale.

C'est pourquoi je réaffirme aujourd'hui que le Conseil supérieur de la magistrature doit assurer à la carrière des magistrats du Parquet les mêmes garanties qu'à celles des juges du Siègre. *(Nouveaux applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe RCV et sur quelques bancs du groupe communiste)*

Le Gouvernement a l'espoir que les travaux de la commission Truche permettront d'enrichir sa réflexion et d'éclairer ses décisions, notamment quant au rôle du Garde des Sceaux dans la détermination des orientations générales de la politique pénale.

Toutefois, sans attendre, j'annonce solennellement que, dès aujourd'hui, plus aucune instruction concernant des affaires individuelles de nature à dévier le cours de la justice, ne sera donnée par le Garde des Sceaux et que les projets de nomination de magistrats du Parquet qui recueilleraient un avis défavorable du Conseil supérieur de la magistrature ne seront pas maintenus par le Gouvernement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste, du groupe RCV)*

La responsabilité d'un exercice équitable et non partisan de l'action publique se trouve ainsi remise aux procureurs généraux et procureurs qui en seront comptables devant les citoyens.

M. Pierre Mazeaud - C'est l'élection des juges !

M. le Premier ministre - Je m'engage également à prendre des mesures permettant aux autorités judiciaires d'exercer effectivement le contrôle et l'évaluation de l'activité des services chargés de la police judiciaire.

Garantir la sécurité est un autre devoir primordial de l'Etat. La sécurité, garante de la liberté, est un droit fondamental de la personne humaine.

L'insécurité menace d'abord les plus faibles -notamment les personnes âgées- et les plus démunis d'entre nous. Nous devons tout particulièrement la sécurité à nos enfants, notamment dans les établissements scolaires où la situation s'est dégradée de manière inacceptable ces dernières années. Un plan spécial contre la violence sera mis en œuvre dès la rentrée scolaire prochaine. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste)*

Toute personne vivant sur le territoire de la République a droit à la sécurité. On ne peut accepter une société dans laquelle il y aurait d'un côté des quartiers protégés et de l'autre des zones de non-droit.

Dans des conditions souvent difficiles et dangereuses, les policiers et les gendarmes assurent la protection des personnes et des biens avec un dévouement auquel je rends hommage. Il faut leur donner les moyens de mieux faire face à leurs missions : la police nationale recevra le renfort de 35 000 emplois de proximité. Des effectifs seront redéployés sur la voie publique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*) Le Gouvernement proposera aux communes l'élaboration de contrats locaux de sécurité pour mettre en œuvre les objectifs de sécurité publique. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste*)

Dans un Etat républicain, il est aussi indispensable de garantir le respect par la force publique d'une déontologie. Je proposerai au Parlement un projet de loi portant création d'une instance indépendante chargée de contrôler le respect des règles déontologiques par les services responsables de la sécurité publique.

L'action des services de sécurité intérieure exclura désormais tout renseignement sur la vie politique démocratique. Dans la République, il n'y a pas de place pour une police politique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*)

La mise en œuvre de la loi de 1991 permettant le contrôle des interceptions de sécurité des télécommunications (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) ne doit pas être compromise par une utilisation abusive du "secret-défense". (*Mêmes mouvements*) Je proposerai qu'une autorité indépendante puisse être saisie et se prononcer dans ces situations.

M. Pierre Mazeaud - Ménage !

M. le Premier ministre - La sécurité c'est aussi -et on l'a trop longtemps oublié- la sécurité sanitaire, la santé publique. Avant la fin de l'année, sera mise en place l'Agence de sécurité sanitaire dont notre pays a besoin. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste*)

Pour assurer ses missions, l'Etat doit savoir se réformer.

L'évolution du monde et de notre société, les nouvelles technologies rendent nécessaires aujourd'hui une adaptation de l'Etat et un vaste effort de rénovation du service public. Ces réformes doivent impliquer l'adhésion des fonctionnaires. La qualité de la fonction publique, le sens de la responsabilité des agents publics sont les meilleurs gages de la réussite de la réforme de l'Etat. Nous mettrons fin à la politique de suppression des emplois de la fonction publique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*)

Mais la réforme de l'Etat n'est pas seulement l'affaire de l'administration. Les collectivités territoriales, les organisations professionnelles et sociales, les associations, les usagers doivent y concourir.

L'Etat doit être impartial.

Cet impératif s'appliquera aux nominations individuelles qui seront décidées, mais, au-delà, il inspirera l'ensemble des comportements individuels et collectifs des responsables publics.

L'Etat doit être plus proche des citoyens, plus accessible, plus efficace.

L'Etat de droit ne doit pas souffrir d'exception.

En Corse -comme partout ailleurs sur le territoire national- le Gouvernement veillera au respect de la loi républicaine auquel la population aspire et sans lequel il n'y a pas d'essor possible. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) Parallèlement, il fera en sorte que la solidarité nationale s'exerce pour rattraper le retard de développement dû à l'insularité. Le Gouvernement encouragera l'affirmation de l'identité culturelle de la Corse et l'enseignement de sa langue.

Revenir aux sources de notre République doit nous faire saisir à quel point notre pays souffre d'un retard démocratique. La modernisation de notre démocratie ne suppose pas seulement des réformes institutionnelles ; elle nécessite de profonds changements culturels.

Il faut d'abord permettre aux Françaises de s'engager sans entraves dans la vie publique. Dans ce domaine, le progrès passe d'abord par l'évolution des mentalités et le changement des comportements. Les socialistes et la majorité ont montré l'exemple, tracé le chemin, notamment aux dernières élections législatives. Il faut aller plus loin. Une révision de la Constitution, afin d'y inscrire l'objectif de la parité entre les femmes et les hommes, sera proposée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*)

M. Pierre Mazeaud - Et le Sénat ?

M. le Premier ministre - Faire participer les jeunes, en particulier les "jeunes des quartiers", à la vie démocratique représente un enjeu d'une particulière importance. L'inscription de chaque citoyen sur les listes électorales sera rendue automatique l'année de sa majorité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*)

Nos concitoyens veulent que leurs représentants se consacrent entièrement à leur mandat. Ils ont besoin de retrouver confiance dans la vie politique, en particulier en ceux qui l'animent. Limiter strictement le cumul des mandats...

M. Pierre Mazeaud - L'interdire !

M. le Premier ministre - ...est ainsi devenu une priorité. J'ai demandé aux membres du Gouvernement d'appliquer, dès leur nomination, ce principe pour eux-mêmes. La législation sur le cumul des mandats et sur les incompatibilités sera renforcée, notamment en ce qui concerne les fonctions exécutives locales. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste, du groupe RCV et sur plusieurs bancs du groupe du RPR*)

M. Pandraud - Bravo !

M. le Premier ministre - Comme je m'y suis engagé, je proposerai que les mandats électifs soient harmonisés sur une base de cinq ans.

Incarnation de la souveraineté nationale, le Parlement doit pleinement exercer son rôle éminent au sein de nos institutions. Associer étroitement la majorité à la conception de la politique suivie, respecter les droits de l'opposition...

M. Francis Delattre - Très bien !

M. le Premier ministre - ...impliquer davantage le Parlement dans la construction européenne sont les trois objectifs que mon Gouvernement poursuivra.

Le Parlement doit être un lieu essentiel de la communication gouvernementale.

M. Lellouche - Très bien !

M. le Premier ministre - Dans cet esprit, je demande au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et au secrétaire d'Etat au budget de prendre contact avec les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat afin de présenter, la semaine prochaine, les premières orientations de la politique économique et financière du Gouvernement.

Ils s'attacheront aussi à associer les parlementaires à la préparation du projet de loi de finances pour 1998, les élections législatives n'ayant pu rendre possible l'organisation d'un débat d'orientation budgétaire.

Le dépôt d'un projet de loi de finances rectificative aurait nécessité une session extraordinaire s'achevant à la mi-août. (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

M. Pandraud - Nous sommes prêts !

M. le Premier ministre - Il aurait anticipé les résultats de l'évaluation des comptes publics qui ne seront disponibles que pour la mi-juillet. C'est pourquoi je ne propose pas maintenant un collectif budgétaire.

M. Pierre Mazeaud - Des décrets !

M. le Premier ministre - Les mesures financières que le Gouvernement sera amené à prendre seront, bien entendu, soumises au Parlement lors du collectif budgétaire de l'automne.

Afin que le Gouvernement consacre l'été à la préparation de ses projets essentiels, je ne demanderai pas au Président de la République la tenue d'une session extraordinaire. En revanche, l'importance du travail législatif qui nous attend nécessitera sans doute, malgré la session unique, une rentrée anticipée du Parlement, à la mi-septembre. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste*)

La démocratie ne peut vivre sans pluralisme.

Agir pour le pluralisme de la presse implique d'adapter le régime des aides publiques en faveur de la presse d'information, la plus fragilisée par la dispersion de la publicité sur d'autres supports.

A la télévision, favoriser le pluralisme, c'est encourager et soutenir un service public fort et de qualité, ce qui impose de rééquilibrer le partage actuel entre les ressources publiques et les recettes publicitaires. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste et du groupe RCV*)

L'impératif d'indépendance est le corollaire de la liberté de communication. L'indépendance, ce sont au premier chef les garanties données aux journalistes pour l'exercice de leur profession, notamment aux rédactions par rapport aux actionnaires.

Il est nécessaire d'adapter notre législation : renforcement des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel pour qu'il puisse faire face à la multiplication des offres de programme, mécanismes anticoncentration, indépendance des producteurs, sans oublier le régime des nouveaux supports de communication ni le pôle audiovisuel extérieur de la France.

La culture est l'âme de la démocratie.

Plusieurs députés RPR - Ah !

M. le Premier ministre - Les œuvres de l'esprit, les fruits de la création ne peuvent être assimilés à des marchandises ou à des produits comme les autres. Porteurs de valeurs universelles, ils sont aussi l'expression de notre singularité nationale et européenne. Le Gouvernement sera donc particulièrement vigilant dans la défense de l'exception culturelle.

En 1993 et 1997, le budget de la culture, à structures constantes, est descendu très en dessous de 1 %. L'objectif du Gouvernement est d'inverser résolument la tendance et de parvenir progressivement à consacrer réellement 1 % du budget de l'Etat à la culture. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*)

La démocratie ne peut souffrir la confiscation du pouvoir de décider. La décision doit être préparée avec les personnes qu'elle concerne. Cet impératif est particulièrement net s'agissant des implantations de grands équipements aux retombées économiques, écologiques et humaines considérables. Une révision de la procédure de déclaration d'utilité publique sera engagée. Ainsi sera évitée la mise en chantier d'équipements lourds, dont les nuisances et les coûts sont disproportionnés par rapport aux avantages que peut en retirer la collectivité : tel est le cas du projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône dont le Gouvernement a décidé l'arrêt. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, et du groupe RCV*)

Dans les domaines de haute technologie, qui comportent parfois des risques importants, je souhaite que les fonctions de contrôle ne soient pas confondues avec celles qui relèvent de l'exploitation.

Si l'industrie nucléaire est un atout important pour notre pays, elle ne doit pas pour autant s'exempter des règles démocratiques, ni poursuivre des projets dont le coût est excessif et la réussite très aléatoire : c'est pourquoi le surgénérateur qu'on appelle "Superphénix" sera abandonné. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe RCV ; huées sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

M. Francis Delattre - 700 000 emplois !

M. le Premier ministre - La démocratie doit s'exercer pleinement dans la vie locale. Les collectivités territoriales de la République exercent aujourd'hui des responsabilités essentielles en matière économique et sociale. Par la qualité de leur engagement public, les élus locaux font honneur à notre pays. La contrepartie de ces responsabilités accrues doit être trouvée dans un contrôle mieux assuré, une transparence plus grande des décisions, une évaluation réelle des politiques menées.

Enfin, la modernisation que je vous propose serait inachevée si la démocratie s'arrêtait aux portes de l'entreprise.

Dès mon arrivée, j'ai été confronté aux conséquences du conflit de l'usine de Vilvoorde. Je ne souhaite pas que cette situation se reproduise. Le plan social ne doit être qu'une solution de dernier recours, envisagée au terme d'une véritable négociation.

C'est pourquoi j'ai demandé au ministre de l'emploi et de la solidarité de réexaminer la législation en matière de licenciement économique, afin que celle-ci ne puisse conjuguer précarité pour les salariés et incertitude juridique pour les entreprises. Sur la base de son rapport, le Gouvernement présentera un projet de loi à l'approbation du Parlement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

Quant au mouvement en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, il sera repris.

M. Pandraud - Très bien !

M. le Premier ministre - Avec vous, je veux ainsi faire vivre la République et la Démocratie. Mais nous n'y parviendrons vraiment que si nous savons faire reculer le chômage, la pauvreté, la précarité, les inégalités. (*"Ah !" sur quelques bancs du groupe du RPR*)

Voilà pourquoi je propose aux Français un pacte de développement et de solidarité. Il y a dans notre société quelque chose d'aussi absurde qu'injuste. Nous n'avons globalement jamais été aussi riches et pourtant des milliers de personnes dorment dans la rue, renoncent à se soigner faute d'argent, des enfants ne peuvent même plus fréquenter les cantines scolaires.

M. Brard - C'est vrai !

M. le Premier ministre - La crainte de l'avenir se fait toujours plus forte. C'est cette spirale qu'il faut briser. C'est ce changement-là que les Français attendent. C'est à cette aspiration que nous voulons répondre. Là encore, l'action du Gouvernement s'inscrira dans la durée, dans le sens du développement et de la croissance, d'une part, dans le sens de la solidarité et de l'égalité, d'autre part.

Trouver sa place dans la société, c'est d'abord avoir un emploi. Je l'ai dit pendant la campagne, je le répète aujourd'hui : l'emploi est notre priorité. Pour faire reculer le chômage, nous devons retrouver une croissance durable et imaginer ensemble un modèle de développement plus solidaire et plus riche en emplois.

Certes la croissance ne se décrète pas ; elle se prépare, elle se gagne. Nous n'y parviendrons pas seuls. L'atonie de la croissance est un problème posé à l'Europe tout entière. La réponse doit par conséquent être commune. C'est dans cette perspective que nous réaffirmons notre volonté de réaliser l'union économique et monétaire aux échéances prévues par le traité. Mais on ne partage pas une monnaie sans créer des solidarités économiques. Quant à l'indépendance d'une Banque centrale, elle ne signifie pas le vide politique. Tel est le sens des propositions que nous avons faites au sommet d'Amsterdam.

M. Pandraud - Elles n'ont pas été retenues !

M. le Premier ministre - Dans un délai très court, nous avons pu obtenir de tous nos partenaires l'acceptation d'une résolution sur la croissance et l'emploi venant compléter et équilibrer le pacte de stabilité et, d'autre part, la tenue d'un sommet exceptionnel consacré à l'emploi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste ; exclamations sur les bancs du groupe du RPR*)

Permettez-moi de vous dire que j'ai trouvé les propos de M. Pasqua plus lucides à cet égard que ceux de Mme Catala ! (*Protestations sur les bancs du groupe du RPR*) Si vous trouvez que ce résultat n'est pas suffisant, signalez-le au Président de la République, qui s'en est publiquement félicité. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe RCV*)

Ces réorientations sont le résultat d'une négociation difficile, engagée dans des conditions *a priori* peu favorables puisque le Gouvernement a trouvé une situation qui semblait totalement figée. La parole de la France avait été donnée sur le pacte de stabilité.

L'engagement que j'ai pris n'est évidemment pas épuisé avec ce premier résultat. (*Quelques rires sur les bancs du groupe du RPR*) Il nous faut poursuivre dans cette voie avec persévérance. La politique que j'entends conduire en matière européenne, dans le cadre des compétences qui sont les miennes, ira dans le sens d'un renforcement de l'Union, à condition que celle-ci soit d'abord au service des peuples qui la composent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe RCV*) Nous irons vers une Europe plus sociale, garante de progrès, de paix et d'indépendance.

Dans notre pays même, nous devons réunir les conditions d'une croissance plus vigoureuse. Pour engager cette politique, il faut d'abord connaître l'état réel de nos comptes publics. Nous procédons à leur évaluation pour l'année 1997 ; son résultat me sera remis dans le courant du mois de juillet. Les premières indications qui me sont données laissent penser que la situation des finances publiques est sérieuse.

J'ai déjà dit mon attachement à la stabilisation des prélèvements obligatoires, qui ont fortement augmenté au cours des trois dernières années. Si la croissance le permet, mon objectif est à terme de les diminuer.

Pour favoriser l'emploi et la justice sociale, il faut moins taxer les revenus du travail et supprimer les privilèges indus dont bénéficient d'autres catégories de revenus. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*) Nous transférerons progressivement les cotisations salariales d'assurance maladie sur une contribution sociale élargie à l'ensemble des revenus, y compris financiers. Pour soutenir la croissance, il faut une fiscalité plus favorable à la consommation. Je demande au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie d'examiner les perspectives d'une baisse de la TVA. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*)

Notre voie est étroite. J'en ai conscience. Désormais, toutes les marges disponibles seront consacrées à encourager les créateurs d'emplois et d'activités, à renforcer la solidarité nationale et à soutenir les plus fragiles. J'engage ce mouvement sans délai dans trois directions : le logement, les familles, l'école.

Le logement, d'abord. Un programme exceptionnel de réhabilitation d'un million de logements sera réalisé avant la fin de la législature. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) Dès cette année, les crédits nécessaires à la réhabilitation de 100 000 logements supplémentaires -dont 50 000 HLM- seront mobilisés. Au 1er juillet, le barème de l'aide personnalisée sera actualisé et revalorisé -il ne l'avait pas été depuis 1994. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*) La taxation du surloyer dit de solidarité sera réexaminée.

Les familles ensuite. Dès le mois de septembre, l'allocation de rentrée scolaire -inscrite au budget par le précédent gouvernement pour 420 F- sera portée à 1 600 F. (*Mêmes mouvements*) L'Etat assumera toutes ses responsabilités pour qu'aucun enfant ne soit plus -pour des raisons financières- exclu de cantine scolaire. (*Mêmes mouvements*) Afin de rendre plus juste et plus efficace notre système d'aide aux familles et d'en réserver le bénéfice à celles qui en ont effectivement besoin, les allocations familiales seront placées sous conditions de ressources inférieures à 25 000 F par foyer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste et du groupe RCV*)

L'école. Dans les établissements scolaires, il faut donner plus de moyens lorsque la tâche est plus difficile, encadrer davantage lorsque la contrainte sociale est plus grande. L'égalité oui, mais qui respecte la diversité. Je demande donc que des moyens supplémentaires soient mobilisés, dès la prochaine rentrée scolaire, pour les zones d'éducation prioritaire. De même, et bien que le dispositif soit à cette date de l'année largement arrêté, je donne les instructions nécessaires pour que l'on réexamine, dès cette rentrée, les situations les plus difficiles créées par les fermetures de classe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*)

Enfin, le Gouvernement proposera à la commission nationale de la négociation collective une hausse du SMIC de 4 %. (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR*) Compte-tenu de la hausse des prix nettement inférieure à 1 %, ceci représente la plus forte progression du pouvoir d'achat depuis quinze ans. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

La priorité est de créer des emplois, beaucoup d'emplois. C'est la raison d'être de toute l'action gouvernementale. C'est à la fois une exigence immédiate et une œuvre de longue haleine. Tout salarié ou chômeur ayant cotisé 40 ans devrait pouvoir cesser son activité dans des conditions satisfaisantes. Très vite, l'Etat ouvrira une négociation avec les organisations syndicales et patronales pour élargir les possibilités existantes. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste*)

L'emploi doit surtout bénéficier aux jeunes. Quel avenir se donne une société lorsque ses enfants ne peuvent s'insérer dans la vie professionnelle après leur scolarité. Le programme connu sous le nom de "700 000 jeunes" répond à cette priorité absolue. Dès les prochains jours, le ministre de l'emploi et de la solidarité, en liaison avec les autres ministères intéressés, recensera les activités concernées et les emplois à développer. J'entends que ce dispositif -à travers les premiers contrats signés- commence à porter ses fruits dès cet automne. Tous les acteurs publics et privés, sous l'impulsion et avec l'aide de l'Etat, seront mobilisés pour que les engagements pris soient tenus.

Il faut, dans le même temps, entamer une réduction négociée de la durée du travail privilégiant l'emploi. Réduire le temps de travail, sans perte de salaire, représente à la fois un progrès économique -propre à créer de nombreux emplois- et un progrès social.

C'est pourquoi, en accord avec les partenaires sociaux, le passage de la durée légale du travail de 39 à 35 heures sera engagé. Ce sera la mission de la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail que d'établir un cadre général et de débattre de tous les aspects de ce processus. Celle-ci s'ouvrira en septembre. Pour assurer son succès, un travail préparatoire approfondi doit, en effet, être conduit cet été avec les partenaires sociaux, que j'ai déjà rencontrés.

Une loi-cadre ramenant la durée légale du travail à 35 heures, avant la fin de la législature, limitant les recours abusifs aux heures supplémentaires et favorisant le temps partiel choisi sera présentée à l'issue de cette conférence. C'est sur cette base que des négociations seront ensuite conduites branche par branche et dans les entreprises.

L'Etat apportera son appui, notamment financier, aux entreprises qui concluront des accords innovants, ainsi qu'aux entreprises de main-d'œuvre, de sorte que leur compétitivité ne soit pas compromise.

Dans ce combat pour l'emploi, nous avons la chance de disposer de grands services publics, d'entreprises performantes, actives sur la scène internationale.

Plusieurs députés RPR - Le Crédit Lyonnais !

M. le Premier ministre - Je ne suis pas sûr qu'il faille en parler, vu les personnes qui ont présidé à ses destinées. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste*)

L'économie en France s'est toujours appuyée sur une volonté publique forte. Il ne faut pas rompre avec notre tradition. Il convient de distinguer les services publics et le secteur public. Les premiers relèvent d'une conception fondamentale de la société, à laquelle nous tenons par-dessus tout. Au cœur du lien social, ils garantissent à tous les citoyens l'égalité d'accès et de traitement, dans les régions ou à Paris, dans les villes ou dans les campagnes. Certains contribuent à notre indépendance énergétique. C'est pour cela que nous refusons leur transformation en objet de profit.

Je constate que le secteur public, lui, qu'il concerne les télécommunications, l'électronique, l'aéronautique ou d'autres secteurs, est devenu aujourd'hui un enjeu de propriété. En l'absence de justification tirée de l'intérêt national, nous ne sommes pas favorables à la privatisation de ce patrimoine commun que sont les grandes entreprises publiques en situation de concurrence. Pour autant, nous savons que les adaptations seront nécessaires pour garder notre rang parmi les nations les plus développées du monde et se rapprocher d'autres partenaires européens.

Un autre atout essentiel est notre agriculture. Au cours des trois dernières décennies, les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires ont largement contribué, par leur dynamisme, au développement de notre économie ainsi qu'à notre excédent commercial. En concertation avec les organisations agricoles, le Gouvernement mènera les travaux nécessaires à l'élaboration d'une loi d'orientation.

Plusieurs députés UDF et RPR - Elle est faite !

M. le Premier ministre - Considérer qu'une loi est faite avant qu'elle soit votée ici, c'est singulier ! En prenant l'engagement d'en rédiger une, nous nous inscrivons dans une continuité. Mais laissez la majorité et la représentation nationale en décider librement ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

En outre, les aides seront modulées pour rendre plus équitable leur répartition. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste et du groupe RCV*) Le Gouvernement, enfin, poursuivra avec détermination la politique d'installation des jeunes agriculteurs.

La compétition économique de demain sera une bataille de la création, de l'invention, de l'innovation : c'est pourquoi l'éducation, la formation, la recherche, la technologie d'aujourd'hui sont les investissements et les emplois de demain.

Aussi ai-je créé un grand ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie qui, pour la première fois, regroupe et coordonne des hommes et des moyens qui sont à l'avant-garde de cette bataille de l'intelligence.

Les petites et moyennes entreprises assurent le meilleur relais de l'innovation industrielle. Dès aujourd'hui et plus encore demain, la majorité des emplois créés le seront dans de petites entreprises, pour des services nouveaux. Nous créerons des conditions propices au développement de ces entreprises, par une fiscalité favorable à l'investissement, par la mobilisation de l'épargne, par le renforcement des fonds propres des PME, par la simplification des procédures administratives, par une politique active de capital risque. C'est là que se situe le principal gisement d'emplois du tournant du siècle.

Pour nous, le développement et la croissance doivent être au service de la solidarité et de l'égalité.

La solidarité s'exerce d'abord entre générations. La montée du chômage, l'évolution de la démographie fragilisent nos systèmes de retraite par répartition. Nous devons les consolider, en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux. Les dispositions récemment adoptées en faveur des fonds de pension, qui peuvent porter atteinte aux régimes par répartition, seront remises en cause. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste et du groupe RCV*)

La solidarité doit s'exercer au bénéfice de tous sans exception. Une loi contre les exclusions sociales sera à cette fin présentée au Parlement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe RCV*)

L'égalité d'accès à la santé, au savoir et à la justice doit être garantie.

Que des citoyens ne puissent se soigner correctement est inacceptable. Un meilleur remboursement des soins, d'abord pour les personnes en difficulté, doit être recherché. L'assurance maladie universelle sera mise en place. La maîtrise des dépenses de santé est indispensable, je le réaffirme.

Plusieurs députés UDF et RPR - Ah !

M. le Premier ministre - Mais il faudra faire évoluer le cadre actuel. Les Etats généraux de la santé, qui se tiendront au début de l'année prochaine, permettront de redéfinir les objectifs et les moyens nécessaires à tous les acteurs du système de santé pour mieux remplir leurs missions, dans le cadre d'une politique de la santé définie pour la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste*)

L'égalité devant l'accès au savoir est elle aussi déterminante. Le retour de la priorité à l'éducation, abandonnée depuis quatre ans, est une obligation nationale. A l'Université, c'est grâce à un plan social étudiant que tous travailleront dans des conditions matérielles convenables.

L'égalité entre citoyens doit également être assurée devant la justice. Adapter la carte et l'organisation judiciaires en favorisant la proximité, faciliter l'accès des citoyens à la justice et leur accueil dans les tribunaux, simplifier et accélérer les procédures, cela suppose de nouveaux moyens. Ils seront dégagés.

L'égalité se mesure, enfin, dans l'espace national.

Le ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire proposera une révision de la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire, afin que toutes les dimensions -écologiques, culturelles et économiques- du développement soient prises en compte dans les régions.

Outre-mer, on aspire à plus de justice et de solidarité, ce qui vient d'être exprimé avec force.

La formation et l'emploi des jeunes, l'approfondissement de la décentralisation et le respect des identités, la préservation des intérêts de l'outre-mer dans l'Union européenne et l'encouragement à la coopération régionale seront les priorités du Gouvernement. En Nouvelle-Calédonie, dans la voie ouverte par les Accords de Matignon, les partenaires calédoniens ont engagé des discussions pour préparer l'avenir institutionnel du territoire, à l'échéance de 1998, en recherchant ensemble une solution négociée. Le Gouvernement est déterminé à tout mettre en œuvre pour qu'elle aboutisse.

Au-delà de notre espace national, changer notre avenir, c'est aussi prendre part à l'avenir du monde. Il nous faut partout agir en faveur des droits de l'homme et de la démocratie. La France se doit d'être la voix de ceux qui en sont privés.

Rappelons avec force la valeur universelle des droits fondamentaux de la personne humaine, au moment où nous nous préparons à célébrer le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par les Nations Unies à l'initiative de René Cassin.

Le Gouvernement procédera à un réexamen attentif de tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels la France n'est pas partie, afin qu'elle y adhère.

Notre deuxième message est celui de la paix. Maintien ou rétablissement de la paix, prévention des crises, ingérence humanitaire : la France a marqué ces champs d'action de son empreinte depuis 1988.

Je confirme que notre pays poursuivra dans cette voie.

Je voudrais ici rendre hommage à tous ceux qui, militaires, diplomates, médecins ou simples volontaires de l'action humanitaire, contribuent -encore tout récemment au Congo- à la protection de nos ressortissants et à la sauvegarde des droits de la personne. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste, du groupe RCV et sur quelques bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

La coopération pour le développement, tel est le troisième objectif de notre action internationale.

La coopération a vocation à répondre au besoin de solidarité de l'ensemble du monde en développement ; elle s'appuiera aussi pour ce faire sur les mécanismes européens, notamment la Convention qui lie l'Union européenne aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Mais la France interviendra prioritairement en faveur de l'Afrique, à laquelle nous unissent des liens anciens, profonds et confiants, tout en définissant avec les Etats concernés les conditions d'un nouveau partenariat. Notre pays engagera l'indispensable réforme de son dispositif de coopération que cette nouvelle ambition appelle. Plus que jamais, il est nécessaire que soient maintenus des niveaux substantiels d'aide au développement.

Le Gouvernement s'attachera, enfin, au développement d'une francophonie vivante et attractive.

Pour tenir sa place dans le monde, la France a besoin d'une défense moderne. La sécurité, la protection de notre communauté et de nos intérêts nationaux constituent l'ambition première de notre défense. Nos armées sont un pilier essentiel de l'édifice républicain dans l'exercice de cette mission, mais aussi en raison des nombreuses actions d'intérêt général qui leur sont confiées.

Depuis le début des années 90, la transformation de notre outil de défense est engagée. Le Gouvernement, comme je l'avais annoncé, ne reviendra pas sur le processus de professionnalisation des armées décidé en 1996.

Plusieurs députés UDF et RPR - Ah !

M. le Premier ministre - Le calendrier sera maintenu.

La suppression du service militaire implique une nouvelle articulation entre les armées professionnelles et tous ceux, volontaires et réservistes qui, dans l'avenir, leur apporteront un indispensable concours. La relation solidaire qui unira chaque citoyen à la défense du pays doit être mieux définie. Le Gouvernement recherchera avec le Parlement l'assentiment le plus large possible sur le dispositif qu'il conviendra de retenir.

L'Europe est importante pour notre défense. Le Gouvernement souhaite donc rendre plus dynamique la coopération qui sera développée dans ce cadre.

Il est à cet égard urgent d'appliquer une politique plus cohérente aux industries de défense. Nos entreprises doivent impérativement se concentrer, restaurer et améliorer leur compétitivité, afin de trouver toute leur place en Europe.

Mesdames et Messieurs les députés, en m'adressant à vous je mesure le poids de ma responsabilité et de celle de mon gouvernement. Cette responsabilité, je l'accepte, je la revendique même, car elle est au cœur de la relation démocratique et citoyenne que j'ai voulu nouer avec les Français. Mais je tiens à en préciser les termes.

J'entends dire ici ou là que, selon une expression convenue, "nous n'avons pas le droit à l'erreur". Telle n'est pas ma conception, ni mon langage. (*Exclamations sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*) Les Français le savent, nous serons confrontés à des problèmes et à des situations très difficiles, dont l'appréciation et la résolution comporteront des risques et des incertitudes. Ce qu'ils attendent de nous, ce n'est pas le discours artificiel et lénifiant de la certitude : c'est la conscience de nos engagements, (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste et du groupe RCV*) c'est la fidélité à nos objectifs, (*Mêmes mouvements*) c'est l'authenticité de notre parole, c'est l'explication sans faux-fuyants de nos actes.

Nous sommes un peuple adulte, mûri par les épreuves, désireux d'entendre le langage de la vérité.

Le Gouvernement sera toujours prêt au dialogue, toujours attentif aux critiques, d'où qu'elles viennent, pourvu qu'elles soient inspirées par l'intérêt national. Il négociera sa route mais ne déviara pas de son but.

Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Le Premier ministre dirige l'action du Gouvernement. Telles sont les prescriptions claires et précises de la Constitution. Elles seront respectées.

De sa majorité le Gouvernement attend un soutien lucide et attentif. A la nation, il dit : rien ne peut être fait sans son concours actif, sans l'adhésion individuelle et collective des citoyens qui la composent. Les efforts seront justement répartis. La réussite sera l'œuvre de tous. Ses fruits devront être partagés.

Cette réussite nécessitera du temps et de la persévérance. Elle s'inscrira dans la durée, celle du mandat de législature que le peuple nous a confié. Il n'y aura ni pause, ni recul, ni reniement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe RCV)*

Je le dis aux Français, ce pacte républicain, ce pacte de développement et de croissance, ce ne sont pas des promesses octroyées, mais une parole donnée pour qu'ensemble, tous ensemble, nous donnions à la France le ressort et la force d'affronter son avenir.

Mesdames et Messieurs les députés, je le dis avec gravité et avec résolution : je vous demande votre confiance parce qu'en conscience et en vérité, pour notre pays, j'ai confiance. *(Mmes et MM. les députés des groupes socialiste, RCV et communiste se lèvent et applaudissent longuement. Mmes et MM. les membres du Gouvernement se lèvent)*

M. Ayrault - Si nous sommes ici, c'est qu'une dissolution, qu'aucune crise politique n'imposait, a interrompu le calendrier normal. Or je lis et j'entends que la nouvelle majorité et le Gouvernement seraient soumis à l'urgence. La dissolution dissoudrait-elle aussi le temps ? Evidemment non. Le Gouvernement issu des urnes s'est installé dans la durée, celle d'une législature : c'est ce que souhaitent les Français, qui ont le droit de voir traiter sérieusement et sereinement les problèmes du pays.

A dire vrai, l'urgence, c'était le calendrier diplomatique, en particulier européen : et c'est aussi de voir clair dans la situation du budget de l'Etat comme des comptes sociaux.

Les résultats de la conférence intergouvernementale d'Amsterdam font l'objet de commentaires mitigés.

M. de Broissia - C'est un euphémisme !

M. Ayrault - Mais n'est-ce point le lot des événements, petits ou grands, qui jalonnent l'histoire de la construction européenne ? Celle-ci a toujours reflété l'équilibre entre compromis et perspective.

Je retiendrai deux points positifs parmi ceux abordés à Amsterdam.

Tout d'abord, conformément aux engagements pris, la question de l'emploi a été mise, par l'action de nos représentants, au cœur de la démarche européenne, au même titre que la création d'une monnaie unique. La tenue, dans les six prochains mois, d'un conseil européen extraordinaire sur la croissance et l'emploi n'est pas une clause de style : cette dimension est fondamentale si l'on veut que l'Europe continue à se construire, en répondant aux aspirations de ses peuples, qui la veulent créatrice d'emplois et de sécurité sociale.

Votre détermination, Monsieur le Premier ministre, a permis non un simple rééquilibrage des thèses monétaristes, mais une nouvelle mise en perspective de la création de l'euro. Certains allaient jusqu'à souhaiter une crise, une rupture : c'était mal mesurer le prix d'un coup d'arrêt brutal, qui n'ouvrait que la voie de l'aventure. Vous avez préféré celle de l'évolution progressive, la seule possible et responsable. La France ne peut se passer de l'Europe, de même que celle-ci ne peut se passer d'elle, et l'une comme l'autre n'ont d'avenir que dans l'adhésion de leurs peuples.

En second lieu, le concept de coopération renforcée, auquel a souscrit la Grande-Bretagne, ouvre la perspective du renforcement de l'Europe dans les domaines les plus divers, de la monnaie à la politique extérieure et de sécurité commune.

La conduite des négociations par les représentants de la France à Amsterdam m'est apparue non pas comme le reflet ambigu de la cohabitation, mais comme le produit de la nouvelle donne politique en France, du sens de la continuité de l'Etat ainsi que du respect de nos engagements internationaux, et je m'en réjouis.

En ce qui concerne le budget de l'Etat et les comptes sociaux, le Gouvernement a jugé indispensable de savoir précisément où l'on en est : il ne s'agit pas de refaire le "coup de l'héritage" mais simplement de dresser un état des lieux, avant d'imprimer les nécessaires inflexions dès le projet de loi de finances pour 1998 et de mettre en œuvre les engagements que nous avons pris devant les Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

Il convient cependant de donner sans attendre un nouveau cours à la politique économique de notre pays. En effet, depuis quatre ans, la politique de l'offre a montré ses limites. Il ne me paraît pas souhaitable de rouvrir un débat sur l'augmentation des prélèvements et les mesures d'austérité budgétaire décidées depuis 1993 ; nous devons donner l'exemple d'une démocratie apaisée, respectueuse des choix des citoyens. Mais il est clair que les partis pris affirmés pendant cette période n'ont pas pu redonner du souffle à la croissance ni susciter la confiance des acteurs de la vie économique : notre pays s'est installé dans une croissance molle qui décourage et démoralise. Le partage entre salaires et profits, trop déséquilibré en faveur des seconds a créé l'atonie, la stagnation ; les difficultés des ménages se sont accentuées, et le chômage n'a pu être endigué. Bref, l'orientation de notre politique économique n'était pas la bonne, c'est aujourd'hui l'évidence. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) J'ai noté d'ailleurs, que certaines voix, et non des moindres, s'étaient élevées -mais en vain- au sein de l'ancienne majorité, pour dénoncer la "pensée unique" et ses funestes effets.

Il convient donc de modifier le cours des choses et de redonner du tonus à la demande intérieure, pour créer les conditions d'une croissance plus forte et plus sûre, indispensable pour rendre notre société plus juste et pour engager les réformes nécessaires, notamment la rénovation du service public.

Derrière la macro-économie, n'oublions jamais qu'il y a des êtres humains, avec leurs projets, leurs difficultés, leurs peurs et leurs espoirs : derrière les "fondamentaux", les courbes et les graphiques, il y a des vies !

M. Delebarre - Oui !

M. Ayrault - Le taux de chômage n'est pas seulement un indicateur sur le tableau de bord d'une économie : des hommes et des femmes souffrent et, trop souvent, désespèrent.

L'enjeu d'une politique, c'est un destin collectif ; mais que devient celui-ci, si trop de destins individuels sont oubliés, méprisés ?

Monsieur le Premier ministre, l'un de vos prédécesseurs le faisait remarquer il y a quelques années : quand on achète une machine, on parle "d'investissement" ; quand on embauche un salarié, on parle "d'accroissement des coûts et des charges". Et aujourd'hui, lorsqu'un groupe industriel annonce un plan de licenciements, la valeur de ses actions cotées en bourse augmente ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) C'est à la fois un défi et une cause de tristesse, qu'en cette fin de XXème siècle, il faille, dans la quatrième puissance économique mondiale, remettre l'homme au cœur de notre discours et de nos actes. C'est bien pour cela que vous avez dit, au cours de la campagne électorale, que l'enjeu de ces élections était un choix de civilisation.

Chacun d'entre nous est conscient qu'un tel changement de cap ne peut s'accommoder d'effets d'annonce et de précipitation. L'enjeu est trop grave et le scepticisme trop grand. Toute mesure de relance doit être maîtrisée, de façon à créer un climat de confiance. Rien ne serait plus dangereux qu'une avalanche de mesures et de textes, qu'une sorte de "tout, tout de suite". La maturité de nos concitoyens est grande : ils sentent, ils connaissent la difficulté du moment et savent trop bien que, trop souvent, les périodes d'euphorie artificielle sont suivies de coups de freins brutaux qui réinstallent la dépression et le désenchantement.

Les mesures que vous venez d'annoncer, Monsieur le Premier ministre, notamment celles qui concernent le programme de logement social, l'allocation de rentrée scolaire et les conditions de la rentrée scolaire, le financement plus juste de notre système de protection sociale, l'augmentation du SMIC vont dans le bon sens et sont particulièrement appréciées. A court terme, elles seraient heureusement complétées par une refonte et un meilleur financement du système des emplois-ville de sorte que les jeunes signeraient les premiers contrats dès l'automne. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste)*

De même, nous approuvons votre démarche relative à l'emploi des jeunes et nous fondons de grands espoirs sur la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail ambitieux projet auquel le Parlement sera associé par le vote d'une loi cadre. C'est à partir de cette négociation et de cette loi-cadre que nous pourrons remettre la France en mouvement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste)*

Car nous ne croyons pas aux programmes de 40 jours, aux textes concoctés à la hâte par des bureaux et soumis dans l'urgence à une majorité qui marche au clairon. En revanche, nous croyons à un Parlement actif, disposant de son temps pour étudier, proposer, légiférer et contrôler. Et vous pouvez compter sur le groupe socialiste pour le prouver. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste)* Nous croyons également à la concertation, à la démarche contractuelle et à la décentralisation des centres de décision. A cet égard, les lois de décentralisation de Gaston Defferre et de Pierre Mauroy ont déclenché l'une des grandes réformes des deux dernières décennies. Il faudra amplifier ces textes tout en simplifiant l'architecture, de sorte que soient mieux comprises et mieux traitées les préoccupations quotidiennes de nos compatriotes et que la nécessaire modernisation de la vie publique prenne tout son sens.

M. le Président - Puisqu'il s'agit de notre première séance, prenons de bonnes résolutions. J'invite donc nos collègues à être attentifs et à ne pas déployer dans cette enceinte tel ou tel organe de presse, qui peut être consulté au-dehors.

M. Ayrault - Pour réussir, certaines politiques prioritaires ne peuvent être menées qu'à un échelon décentralisé. L'exigence démocratique rejoint ici l'efficacité sociale et économique. C'est d'ailleurs dans ce cadre renouvelé, amplifié que s'opérera la nécessaire limitation du cumul des mandats -qu'il serait condescendant de lier au seul statut de l'élu.

Concernant la politique de l'environnement, les premières mesures que vous venez d'annoncer, Monsieur le Premier ministre, correspondent à la fois à nos engagements et au bon sens. La création d'une agence de sécurité sanitaire était indispensable. L'arrêt de Super-Phénix et l'abandon du canal Rhin-Rhône s'imposaient, tout comme la remise en cause de quelques autres projets conçus par des technostructures qui ne peuvent se prévaloir de l'intérêt général -lequel reste l'apanage de l'arbitrage politique. *(Applaudissements sur les bancs du groupe RCV, du groupe communiste et du groupe socialiste)*

La politique de l'environnement est au coeur d'un nouveau modèle de développement qui concilie qualité de vie et création de richesses et d'emplois. C'est dans ce cadre que doivent être conduites les mutations de notre agriculture et qu'il faut concevoir un aménagement équilibré du territoire.

Si certains grands projets d'équipement sont remis en cause, d'autres au contraire doivent être amplifiés. Je pense par exemple au développement des transports collectifs urbains et inter-urbains ainsi qu'à un programme massif de réhabilitation de logements dans certains quartiers de nos villes et banlieues. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste)*

S'agissant enfin des libertés publiques, nous approuvons les réformes envisagées pour assurer l'indépendance de la Justice et, plus précisément, du Parquet. Mais ne limitons pas nos ambitions à cela ! Une justice plus rapide, moins lourde, moins coûteuse, voilà qui est aussi indispensable. Une sphère des libertés publiques non rétrécie par des fantasmes xénophobes et une chasse à l'étranger présentée comme la solution à tous nos problèmes, voilà également qui est fondamental. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) Nous sommes la patrie des Droits de l'homme. Soyons en fiers et n'oublions jamais que nous en sommes comptables au regard de notre propre histoire ! A cet égard, le groupe socialiste se félicite que le Parlement soit prochainement saisi d'un projet sur la maîtrise des flux migratoires, dans le respect de la dignité de la personne humaine et le retour au droit du sol pour l'accès à la nationalité française. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

Monsieur le Premier ministre, je ne vous surprendrai pas en vous disant que le groupe socialiste, largement renouvelé et féminisé, vous accordera tout à l'heure sa totale confiance. Si ce groupe est dans cet hémicycle physiquement derrière vous, soyez assuré qu'il est, dans la tâche que vous allez accomplir, à vos côtés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe RCV*)

M. Séguin - Qui, il y a deux mois, alors que la dissolution n'était encore que rumeur, oui, qui aurait pu imaginer la scène que nous sommes en train de vivre ?

Plusieurs députés socialistes - Chirac !

M. Séguin - Ni vous, probablement. Ni nous, assurément.

De tous ces événements, nous avons à tirer les conséquences mais aussi les enseignements.

Je vais vous livrer notre analyse : vous avez moins gagné que nous n'avons perdu. Vous avez profité à votre tour du rejet systématique par le corps électoral de ceux qui s'essayaient à gouverner. Il n'est pas désobligeant de noter, Monsieur le Premier ministre, qu'en l'espace de six ans et quelques semaines à peine, vous aurez été le sixième Premier ministre de la France. On aurait tort de ne voir dans ce phénomène que l'expression de je ne sais quelle versatilité. Outre que ce serait faire injure à ce peuple dont nous tenons notre légitimité, ce serait de surcroît ne pas entendre les deux messages qu'avec constance, il s'obstine à nous adresser.

Le premier est une mise en garde. Les Français ont le sentiment que les sacrifices qui leur sont demandés sont non seulement lourds, mais surtout inutiles. Ils n'en sont que plus portés à se replier sur eux-mêmes, à défendre ce que certains appellent des avantages acquis et à s'accrocher à ce qu'on dénonce comme leurs corporatismes. De là à penser que notre système n'a plus guère de prise sur les choses et même qu'il en a si peu que la politique n'a plus de réel enjeu, il n'y a qu'un pas, que nombre d'entre eux ont franchi. Ainsi s'explique l'inquiétante montée de l'abstention et du vote pour le Front national, vote dont on s'est longtemps complu à croire qu'il s'agissait d'un simple phénomène protestataire, d'un avertissement sans frais, d'un caprice de premier tour... En fait, à la longue, cet avertissement risque fort de se muer en condamnation, celle de notre système institutionnel, celle du principe même de la démocratie. Et cela vous concerne tout autant que nous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

Le second est un appel pressent. Les Français ne veulent plus que l'on se contente de rafistoler ou d'accompagner le mouvement ; ils sont demandeurs d'un projet moderne et cohérent, permettant à la France d'entrer debout dans le troisième millénaire, mais sans y perdre ses racines et son âme. Cette exigence est parfaitement légitime au regard des bouleversements qui secouent le monde. Nous ne vivons pas une crise dans l'acception habituelle du terme mais une triple révolution.

La première consiste en une internationalisation accélérée de l'économie que les groupes industriels et financiers traduisent en délocalisations de plus en plus fréquentes vers les pays à bas salaires ; la deuxième est la montée en puissance d'une sphère financière qui tend de plus en plus à s'autonomiser par rapport aux autres composantes économiques et à imposer sa propre logique ; la troisième est l'explosion technologique des industries de la communication, qui affecte tout à la fois les systèmes de production, l'organisation du travail et l'accès aux connaissances.

Condamner cette triple révolution serait aussi absurde qu'inutile. Inutile dans la mesure où elle s'inscrit logiquement dans l'évolution des rapports internationaux et du progrès des sciences et des techniques. Absurde car ces mutations peuvent être bénéfiques pour peu que leur mise en oeuvre soit maîtrisée.

Là est le commun défi que nous avons à relever, chacun avec nos références, notre culture politique, notre histoire. Or il n'est pas -ou plus- de corps de doctrine qui soit adaptable, en toutes circonstances, au monde que nous vivons. Il n'existe pas -ou plus- de systèmes "clé en mains" permettant de répondre à la fois aux espérances qui se font jour et aux détresses qui nous sollicitent. Nous devons donc remettre en question les certitudes héritées d'un cycle définitivement clos. Il nous faut tenir les deux bouts d'une société écartelée entre la mondialisation et l'exclusion. Bref, il nous faut réussir la synthèse entre compétitivité et solidarité.

La France se doit de participer à la grande aventure de la mondialisation, comme elle se doit d'en reconnaître les contraintes. Il est impossible de vivre dans un monde ouvert et d'en refuser les conséquences, à commencer par la première d'entre elles : l'exigence de compétitivité. Compétitivité du service public, ce qui suppose notamment une profonde réforme de notre appareil administratif ; compétitivité de la Nation, ce qui suppose finances solides et équipements collectifs performants ; compétitivité des entreprises, enfin, ce qui suppose de leur laisser la plus grande liberté de gestion possible. En effet, il n'existe pas d'entreprises citoyennes.

Il existe des entreprises confrontées quotidiennement à une compétition exacerbée et dont le premier devoir est de survivre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) Si vous en êtes convaincu, Monsieur le Premier ministre, vous admettrez que le moment serait particulièrement mal choisi pour leur imposer de nouvelles contraintes ou pour les amener à retarder des adaptations douloureuses dont je sais qu'elles sont souvent inévitables, sauf à repousser les échéances et à les payer d'un prix plus élevé. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) Si vous en êtes convaincu, vous conviendrez qu'il n'est de tâche plus urgente pour un gouvernement que de libérer les énergies et les initiatives. Certes, la croissance ne résoudra pas tout, mais sans croissance, on ne résoudra rien ! Voilà la première réponse au lancinant problème du chômage.

La seconde passe par une profonde mutation de notre système de solidarité. La solidarité n'est pas seulement un choix éthique : elle devient la condition même de tout équilibre social.

Les gaullistes que nous sommes ont, en ce domaine, quelques références à faire valoir. Ils n'en sont que mieux placés pour convenir que notre système est à bout de souffle.

De cette situation, nous sommes tous responsables. Nous nous sommes trop longtemps contentés de colmater les brèches, d'appliquer un traitement social du chômage, dont nous mesurons aujourd'hui le coût et l'inefficacité. Nous nous sommes lourdement et coûteusement trompés. Il nous faut impérativement modifier notre méthode en passant résolument de l'assistance à l'insertion. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) Lourde tâche, puisqu'elle suppose, outre une réforme du financement de notre protection sociale qui pénalise outrageusement le travail, une transformation profonde de nos approches et de nos comportements.

Voilà, Monsieur le Premier ministre, la synthèse à laquelle nous convient les Français. C'est sur notre capacité respective à la réaliser et à les convaincre de sa pertinence, qu'en définitive ils nous jugeront.

Or nous n'avons pas retiré, à vous entendre, le sentiment que votre propos réalisait cette synthèse, ni même qu'il la recherchait... Vous avez paru ne pas toujours vous affranchir de certains schémas du passé... (*Murmures*) Vous vous étiez, il y a peu, reconnu un droit à l'inventaire. Sans doute vous serez-vous montré, en l'exerçant, insuffisamment sélectif...

Il est vrai que de nouvelles contraintes sont apparues, nécessitant des concessions à vos divers alliés, en particulier à ceux, si diserts, de la mouvance bucolique. (*Sourires sur les bancs du groupe du RPR*) Mais rassurez-vous : le temps viendra vite où l'autre aile de votre majorité leur fera savoir qu'il est un son encore plus insupportable que celui des avions qui décollent ou des voitures qui roulent : c'est le silence pesant des usines et des chantiers qui, si on les suivait, pourraient ne plus ouvrir... (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF ; exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste*)

Au cœur de ce double impératif de compétitivité et de solidarité, nous trouvons bien sûr l'Europe, dont nous savons qu'elle est à la fois indispensable, incomplète et fragile.

L'instant ne serait pas si grave que j'esquisserais un sourire en vous observant vous colleter avec la mise en œuvre du traité de Maastricht. (*Interruptions sur les bancs du groupe socialiste*) C'est en 1992 que vous-mêmes et vous amis vous êtes mis dans la contradiction dans laquelle vous vous débattiez maintenant. En acceptant alors la priorité monétaire, vous en acceptiez les implications, que vous ne pouviez ignorer, car les Allemands avaient joué cartes sur table. C'est dire que, pour un temps du moins, vous acceptiez forcément une Europe différente de celle que vous prétendiez appeler de vos vœux... (*Interruptions sur les bancs du groupe socialiste*)

Que vous en conceviez des regrets n'échappe à personne, mais ils sont bien tardifs ! Quand on a tiré le vin, il faut le boire, surtout quand on est allé soi-même chercher les bouteilles à la cave. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) A l'époque, il avait semblé à beaucoup que les objectifs de prospérité, d'indépendance et de liberté de l'Europe auraient pu être poursuivis à moindre frais si nous avions mis la recherche d'une convergence sociale, politique et démocratique avant la construction de la toiture monétaire. On sait ce qu'il est advenu. Désormais, le traité s'impose à chacun : il est devenu la loi de la Nation.

En êtes-vous aussi convaincu que vous le dites ? Plus, en tout cas, que votre ministre chargé des affaires européennes ? Votre majorité si plurielle est-elle prêt à endosser cette lourde contrainte ? Cette question, nous nous l'étions posée à la lecture de votre programme électoral. Nous nous la posons plus encore au vu de la manière dont vous avez abordé la ratification du pacte de stabilité et de croissance, lequel était plus qu'en pointillés dans le traité de Maastricht, et dont il faudrait enfin comprendre qu'il était la seule clé d'un assouplissement éventuel des critères...

Il ne s'agit pas de vous chipoter sur votre contribution aux décisions d'Amsterdam. Nous nous contenterons de n'en pas exagérer la portée, tant les concessions qui vous ont été faites nous paraissent à la fois rhétoriques et cosmétiques. Je recommande d'ailleurs à nos collègues qui siègent à gauche la lecture édifiante du texte sur l'emploi que vous avez avalisé ! Il restera de tout cela que la continuité a prévalu et que les décisions de Dublin ont été entérinées. Ce qui explique le satisfecit que vous a adressé le Président de la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

Il ne s'agit pas davantage de contester le fond de votre démarche, d'autant moins que Jacques Chirac l'avait largement entreprise. Mais il n'avait pas seulement été le premier à évoquer l'impérieuse obligation de créer un modèle social européen. Il avait eu, de surcroît, le courage et la lucidité d'admettre qu'il n'était pas possible de tenir un tel discours sans démontrer parallèlement que la France était résolue à tenir les engagements qu'il avait contractés, c'est-à-dire à poursuivre la remise à niveau des finances publiques entamée par Edouard Balladur. (*Interruptions sur les bancs du groupe socialiste*) Oui, il fallait du courage et de la lucidité pour faire un tel choix et de l'abnégation pour l'appliquer, cette abnégation dont a su faire preuve Alain Juppé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF ; exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) Vous êtes-vous seulement interrogé, Monsieur le Premier ministre, sur le poids que ce courage et cette abnégation avaient pesé dans votre victoire électorale ? Laissez-nous au moins espérer que vous ne recourrez pas à cette ficelle dérisoire de l'héritage (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe socialiste*) pour justifier un recul sur vos engagements européens ou le renvoi aux calendes grecques de vos promesses électorales.

C'est assez dire que le plus dur est devant vous. Ce sont nos quatorze partenaires qu'il vous faut désormais convaincre de la pertinence des mesures nationales que vous souhaitez appliquer mais surtout de leur cohérence avec les engagements que le peuple français a pris en ratifiant le traité de Maastricht. Et c'est là que le bât blesse.

Car il ne peut leur sembler ni pertinent, ni cohérent d'envisager de créer 700 000 emplois financés par des fonds publics, de réduire à 35 heures hebdomadaires le temps de travail sans réduction des salaires ; de geler le périmètre des participations industrielles et financières de l'Etat, renouant ainsi avec un "ni-ni" de sinistre mémoire.

Ce n'est certainement pas ainsi que vous incitez nos partenaires à réorienter la construction européenne dans un sens plus social et plus démocratique. Or tant que nous ne les aurons pas convaincus que le social n'est pas un alibi pour éluder nos engagements, nous n'aurons aucune chance de les entraîner.

Il va donc vous falloir choisir entre deux paroles données : l'une à vos électeurs, l'autre à nos partenaires, parmi lesquels figurent nombre de vos amis dont j'ai cru comprendre -mais je n'étais pas présent à la réunion de l'internationale socialiste- qu'ils n'auraient pas été franchement enthousiasmés par vos projets.

Tout cela en dit long sur les incertitudes qu'a fait naître votre discours électoral. Sans elles, le sommet de Poitiers se fût peut-être déroulé différemment et -sait-on jamais- le sort du dossier institutionnel eût pu, ultérieurement, en être changé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

Du moins aurez-vous découvert, à cette occasion, certains bienfaits inattendus de la cohabitation, car le chef de l'Etat vous a tiré d'un mauvais pas en vous laissant le beau rôle : celui qui dit ce qu'il fait et qui essaie de faire ce qu'il dit. Situation confortable, mais qui ne durera pas. Le Président de la République n'est commis ni au rôle d'empêcheur de rêver en rond, ni à celui de pompier de service. Comme nous, il ne peut qu'attendre, pour vérifier la capacité du Gouvernement à conduire une politique propre à concilier les promesses de la majorité avec les engagements internationaux de la France. Pour l'heure, il attend sereinement et loyalement. C'est une première réponse à ceux qui feignaient de s'interroger sur la capacité de Jacques Chirac à conduire une cohabitation. Loyal -et efficace-, il l'a été à Poitiers et à Amsterdam, où il a fait en sorte que la France parle d'une seule voix. Serein, il l'a été lorsqu'il vous a invité à lui présenter votre équipe gouvernementale, marquant ainsi qu'il ne vous considérait pas comme des "ennemis de l'intérieur". (*Interruptions sur les bancs du groupe socialiste*)

Voilà qui nous changeait de certaines pratiques plus anciennes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) C'est cela la République, et c'est pour de tels gestes et de telles attitudes que nous pouvons affirmer que l'affection et le respect que nous portons au chef de l'Etat ne se démentiront pas.

Dans ces conditions, il nous importe peu que la cohabitation soit dure, molle, ou de velours. Nous entendons seulement que les règles du jeu constitutionnel soient rigoureusement respectées.

A la vérité, Monsieur le Premier ministre, cette cohabitation sera, telle que vous la déciderez. Constructive, si votre Gouvernement se contente de gouverner, conflictuelle s'il devait en aller autrement. Nous serons prêts à toute éventualité et surtout déterminés à démontrer que le chef de l'Etat n'est pas isolé.

Nous attendons également que vous et votre Gouvernement fassiez preuve, vis-à-vis de l'opposition, et, en particulier, au Parlement, de la même ouverture d'esprit que celle qui fut la nôtre, tout au long de la précédente législature, malgré un rapport de force beaucoup plus inégal.

L'entreprise de rénovation du Parlement qui a été engagée et qui, je n'en doute pas sera poursuivie, repose avant tout sur le développement de ses fonctions de débat et de contrôle. Or le débat et le contrôle n'ont une véritable portée que si l'opposition y est étroitement associée. Il n'est pas de Parlement fort sans une opposition dotée de tous les moyens d'agir et de s'exprimer et la qualité d'une démocratie s'évalue tant à l'aune de la vertu qu'on y pratique qu'à celle du respect qu'on y porte à la minorité.

Les chantiers qui s'ouvrent devant vous sont vastes. Les attentes des Français ne le sont pas moins. Les réponses que vous nous proposez ne sont pas de nature à nous convaincre. En conséquence, il va de soi que nous ne vous apporterons pas nos voix. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) Avec nos amis de l'UDF, nous formerons une opposition résolue et loyale. La polémique gratuite est une facilité que les démocraties peuvent s'offrir lorsqu'elles sont prospères, un luxe que la République ne peut se permettre que lorsque toutes les forces qui s'affrontent en son sein lui sont également attachées. Nous n'en sommes hélas plus là, et dans ces conditions, nous aurons à cœur de ne vous critiquer que sur l'essentiel.

Un dernier mot, Monsieur le Premier ministre, un mot plus personnel. Nous venons l'un et l'autre du même monde : celui de l'enseignement public. Tous deux nous nous sommes engagés, pour cette raison entre autres, dans la voie d'une carrière publique de haut fonctionnaire d'abord, d'homme politique ensuite. Puis, nos vies ont divergé. J'ai choisi le général de Gaulle ; vous avez embrassé l'idéal socialiste. (*Interruptions sur les bancs du groupe socialiste*)

Aujourd'hui encore, Monsieur le Premier ministre, j'ai le sentiment que l'idéal du chef de la France Libre nous mènera plus haut et plus loin que les promesses qu'avance la social-démocratie française. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) Le verdict de l'histoire tombera vite. Pour ce pays que, comme vous, j'aime par-dessus tout, j'espère sincèrement qu'il ne sera pas trop cruel... (*Mmes et MM. les députés RPR et UDF se lèvent et applaudissent*)

M. Bocquet - Une immense volonté de changement s'est exprimée dans le pays.

La droite vient de subir une sévère défaite. Les Françaises et les Français ont dit avec force leur refus d'une politique d'austérité, d'injustice et de régression.

Le message est clair : la France ne veut plus être le pays des promesses non tenues. (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR*) C'est pourquoi les Françaises et les Français ne veulent plus de ce qui s'est fait depuis des années. Ils veulent être gouvernés autrement, être écoutés, être entendus.

Cette situation inédite met le Gouvernement et la majorité de gauche devant de grandes responsabilités.

La majorité n'a pas le droit de décevoir. Les Français ne se contenteront pas de mots. Il faudra faire ce qui a été dit !

Le Gouvernement, auquel participent trois ministres communistes, la majorité à l'Assemblée nationale, les partis politiques, les syndicats, le mouvement associatif et citoyen ont chacun un rôle à jouer.

Au sein de l'Assemblée nationale, la majorité de gauche est plurielle. Toutes ses composantes sont appelées à travailler ensemble pour répondre à l'attente des Français. Chacune apportera une contribution originale. Si nous, communistes, sommes partie prenante de la majorité, ce n'est pas pour des raisons politiciennes, mais parce que nous voulons le bonheur de notre peuple et un vrai changement conforme à l'intérêt national. Nous ferons tout ce qui dépend de nous pour répondre à l'attente des Français et assurer la réussite du gouvernement de gauche. En nous appuyant sur les citoyens eux-mêmes, nous nous efforcerons de surmonter les obstacles

C'est en respectant l'équilibre établi par le suffrage universel que le groupe communiste travaillera, ici et sur le terrain, dans un esprit responsable et constructif. Nous le ferons en restant nous-mêmes, sans fard ni surenchère, tout en défendant sans réserve les intérêts et la souveraineté de notre peuple.

Pour nous, députés communistes, les causes de la crise ne sont ni dans la mondialisation des échanges, ni dans le progrès scientifique, mais dans ce système capitaliste ultralibéral gangrené par l'argent roi, qui détruit les ressources naturelles et ne voit dans le travail pourtant créateur de toutes les richesses, qu'un coût qu'il faudrait réduire au nom du profit.

Nous disons oui à une économie ouverte, non à une économie colonisée. La France doit garder une maîtrise nationale dans les secteurs décisifs et les services publics. Etre ambitieux pour la France, c'est aussi être ambitieux pour sa jeunesse.

Nous parlerons le langage de la vérité, de la franchise -c'est la règle d'une démocratie républicaine- et pratiquerons la transparence, y compris pour dire nos différences. Alors que l'uniformité n'engendre que la sclérose, l'expression de la diversité et la contradiction sont le cœur du mouvement.

Nous ne sommes pas là dans l'attente du faux pas ou l'œil rivé sur le rétroviseur. Nous ne sommes ni en 1981, ni en 1936, ni à la Libération, mais dans une situation totalement nouvelle. Ce qui compte, c'est de construire, dès maintenant, un nouvel avenir.

L'état des lieux que laisse la droite est épouvantable (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR*) : une politique agressive, cruelle pour les plus vulnérables. Serait-ce donc cela, l'aube du nouveau millénaire ? Des enfants à la rue, 500 000 sans domicile fixe, des jeunes et des diplômés au chômage, des contrats désignés par des sigles divers mais qui signifient "précarité".

Les Français ne sont pas conservateurs quand ils refusent la mal-vie, l'illettrisme et la drogue, quand ils s'opposent à la fermeture d'entreprises performantes, quand ils rejettent une technostructure plus sensible aux règles d'airain des marchés financiers qu'aux souffrances de notre peuple.

La financiarisation de l'économie, c'est le cancer de la société. Les actifs financiers des entreprises sont passés en quinze ans de 33 % à 61 % du total de leurs actifs.

La déclaration commune faite par le parti socialiste et le parti communiste le 29 avril dernier refuse clairement que notre peuple soit appelé à de nouveaux sacrifices.

Il faut une autre logique : faire du progrès social et de l'emploi en France et en Europe le moteur d'un nouveau développement.

Dans notre pays, quatrième puissance économique du monde, l'argent ne manque pas pour engager une relance de l'activité économique. Il faut pour cela réorienter résolument l'argent vers l'emploi et mettre un terme à la logique suicidaire de l'argent pour l'argent, cet argent gagné en dormant. Oui, il est vraiment temps que les valeurs humaines l'emportent sur les valeurs boursières. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste et du groupe RCV*)

Le budget pour 1997 voté par la droite qui fait une place de choix à la spéculation ne peut plus s'appliquer. Le grand chantier du changement doit s'ouvrir sans attendre à l'Assemblée nationale. Les gens ne comprendraient pas que nous partions en vacances alors qu'ils ont tant d'attentes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste*)

Les députés et les sénateurs communistes veulent travailler tout de suite. Nous avons demandé qu'un collectif budgétaire réponde aux besoins urgents.

Plusieurs députés UDF - Très bien !

M. Bocquet - Mais c'est pour remettre en cause le budget que vous avez voté !
(*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste*)

La France doit être elle-même, et avoir un développement à la française fait de respect des acquis sociaux, de nouvelles conquêtes, de démocratie et s'appuyant sur les services publics.

Notre objectif, c'est de mettre en échec la domination des marchés financiers. Les communistes ne veulent ni creuser les déficits ni reproduire la politique qui a échoué. Le pacte dit de stabilité, véritable carcan pour notre pays, détruirait les droits et la souveraineté de notre peuple.

M. de Charette - Ça commence !

M. Bocquet - La priorité, c'est de faire reculer le chômage grâce à une croissance favorisée par l'augmentation du SMIC. A ce propos, Monsieur le Premier ministre, je regrette que vous n'alliez pas au-delà d'une augmentation de 4 %.

Plusieurs députés RPR - Ça commence !

M. Bocquet - Il faut augmenter le RMI, les salaires, les pensions, les allocations familiales, les aides personnelles au logement.

Les salaires sont trop bas en France. Leur part dans la richesse produite a baissé de 10 % en quinze ans.

L'augmentation des salaires, ce n'est pas seulement une dépense : ce sont aussi des recettes, 1 % d'augmentation du pouvoir d'achat salarial correspond à l'injection de 50 milliards de francs dans l'économie. Et imagine-t-on ce que représenterait, pour les familles, 500 F de plus par mois ?

Un député RPR - C'est du rêve !

M. Bocquet - L'engagement de créer 700 000 emplois a été pris. Les jeunes y comptent. Créer une véritable sécurité emploi-formation pour tous exige que l'on prévienne les licenciements. En ce moment, le grand patronat met les bouchées doubles. Après Peugeot, l'annonce de 12 000 suppressions d'emplois par Electrolux montre l'impérieuse nécessité de mettre un coup d'arrêt à tous ces plans de licenciements, alors que nombre d'entreprises concernées font état de bénéfices confortables. N'est-il pas temps d'instaurer une procédure suspensive bloquant les licenciements tant que d'autres solutions ne sont pas mises en œuvre ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste*)

L'aide à l'allègement des charges a été multipliée par dix en moins d'une décennie et dans le même temps, il y a eu 500 000 chômeurs de plus.

Une autre conception de l'aide aux entreprises doit prévaloir sous forme d'engagements contractuels : pas d'aide publique sans embauche sur contrat à durée indéterminée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et quelques bancs du groupe socialiste*)

Une réduction du temps de travail allant vers les 35 heures sans diminution de salaire est une exigence moderne que nous partageons, Monsieur le Premier ministre. Accompagnée d'une réduction du nombre des années travaillées, elle favoriserait la création de centaines de milliers d'emplois, notamment pour les jeunes.

Cette politique contribuerait à rééquilibrer financièrement la protection sociale, alors que le plan Juppé, loin de résorber le déficit de la Sécurité sociale, a aggravé les inégalités en matière d'accès aux soins. Le droit à la santé est fondamental. Il passe par des remboursements corrects aux malades, des revenus décents pour les médecins, et des moyens conséquents pour l'hôpital. Un financement équitable doit conduire à faire cotiser les revenus financiers au même taux que les salaires.

Le dogmatisme des privatisations n'a fait qu'accentuer le chômage, amoindrir les capacités industrielles de la France et enrichir une poignée de grandes sociétés. Il convient de mettre un coup d'arrêt à toutes ces privatisations lancées par la droite.

L'industrie, c'est la vie. Un plan de développement durable de notre pays devrait s'appuyer sur les grands projets nécessaires dans l'automobile, les transports, l'énergie, la santé, avec un rôle moteur des entreprises nationales. Mais cela ne dispense pas les grands groupes privés de leur responsabilité envers la société et l'aménagement territorial. Ne convient-il pas de renoncer à toutes les décisions de fermeture d'entreprises et de services publics et d'annuler les sanctions disciplinaires prises à l'encontre des salariés qui ont défendu l'outil de travail ?

Le monde agricole sera également attentif à la politique du Gouvernement. Nous préconisons un plan d'installation de jeunes et des incitations à nouveau type de développement agricole, créateur d'emplois.

Le budget de l'Etat est un moyen démocratique essentiel dans cette démarche. Il faut une réforme de la fiscalité pour réduire les impôts sur la consommation -notamment la TVA- et l'impôt sur les revenus modestes.

Orienter les stratégies des entreprises vers la création de richesses en France appelle un examen sans complaisance d'avantages fiscaux qui ne servent qu'à encourager la spéculation financière contre l'emploi. N'est-il pas temps de desserrer l'étau des marchés financiers en taxant les mouvements de capitaux ?

Il faut une politique fiscale et de crédit incitative pour l'emploi, particulièrement pour les PME-PMI. L'approfondissement de la fracture sociale s'est accompagné de l'explosion du nombre des grandes fortunes : quadrupler l'impôt sur la fortune lui donnerait enfin la dimension de solidarité qui lui fait défaut. (*M. Brard approuve*)

Plusieurs budgets doivent recevoir très vite les moyens nécessaires pour répondre aux besoins. Je pense, bien sûr, à l'Education nationale, où l'urgence est d'arrêter les fermetures de classes et d'embaucher les maîtres auxiliaires. Je me félicite que l'allocation de rentrée scolaire soit portée à 1 600 F et que vous agissiez pour le droit à la cantine pour tous les enfants.

Le débat sur la cohésion sociale qui a été interrompu par la dissolution de l'Assemblée nationale mérite d'être repris. Un plan d'urgence contre la pauvreté doit venir en aide aux personnes démunies.

L'urgence, c'est le logement social. La réhabilitation d'un million de logements est une bonne mesure.

Les collectivités ont un rôle majeur à jouer pour l'emploi et contre la fracture sociale dans les quartiers. Il faut stimuler l'initiative locale, lui donner plus de moyens, la dégager des charges indues.

La mise en œuvre de ces objectifs exige de gouverner autrement, vous avez eu raison de le souligner Monsieur le Premier ministre. Il y a aujourd'hui, dans le pays, une immense demande de proximité, rien n'est plus terrible que cette déconnexion entre le peuple et ses élus. Il faut un souffle nouveau à la démocratie, il faut rendre à la politique ses lettres de noblesse. La réussite d'une politique de gauche passe par une intervention citoyenne permanente.

Les Français veulent une République citoyenne, transparente, honnête. Etre des citoyens à part entière, y compris sur le lieu de travail, où les salariés et leurs représentants doivent recevoir de vrais pouvoirs de décision en matière d'emploi, de formation, de contrôle des fonds publics.

Le Parlement doit retrouver sa primauté dans les institutions et être partie prenante de tous les choix majeurs. Le Président de l'Assemblée nationale a indiqué plusieurs pistes intéressantes. Il faut que davantage de lois soient votées à l'initiative des députés. Nous sommes attachés au débat de fond : on n'en est plus au temps où un ministre peut décider sans concertation. Selon Montesquieu, "pour faire de grandes choses, il ne faut pas être un si grand génie, il ne faut pas être au-dessus des hommes, il faut être avec eux". (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur quelques bancs du groupe socialiste*)

Plus de liberté, c'est aussi plus de moyens pour la presse d'opinion, un accès plus simple à la justice, l'arrêt des expulsions pour les familles de bonne foi, le développement de l'ilotage.

La défense des libertés nécessite aussi une autre politique de l'immigration, respectueuse de la dignité de chacun, assurant le droit du sol et le droit d'asile.

La France doit avoir l'initiative en Europe et dans le monde, pour une politique de coopération et de paix. En Europe, la contradiction s'aiguise entre la logique de la rentabilité financière et de la guerre économique et l'objectif de l'Europe sociale. Le Gouvernement a pris l'initiative de poser la question de l'emploi, mais on reste loin du compte. Rien d'essentiel n'a été changé.

Le Pacte de stabilité, véritable police des politiques économiques et sociales des pays adhérant à l'euro, vise à imposer durablement des critères d'austérité pour satisfaire aux exigences des marchés financiers. Pour promouvoir l'emploi et le progrès social, il faudra s'attaquer à cette logique.

La demande initiale du Gouvernement d'une "période d'évaluation" de ce Pacte, pour tenir compte du mouvement social et du vote des Français, a permis d'ouvrir un débat en France et en Europe. La démonstration vient d'être faite que tout n'est pas forcément bouclé en matière européenne.

La grande manifestation de Paris, avec la participation des salariés de Vilvorde, celle des chômeurs d'Amsterdam samedi dernier, tous les rassemblements pour l'emploi, témoignent que les peuples attendent de l'Europe autre chose qu'un grand supermarché dominé par la finance.

L'irruption du mouvement social dans le débat sur la construction européenne est un bon signe pour la démocratie. Entendons ce message : il n'y aura pas d'Europe contre les Européens. La France doit peser en Europe pour faire prévaloir l'emploi, le progrès social, la coopération monétaire, et affirmer sa souveraineté nationale. On ne fera pas l'Europe en défaisant la France. Rien n'est écrit d'avance. C'est pourquoi nous avons proposé une monnaie commune de coopération fondée sur les monnaies nationales et conçue pour favoriser l'emploi et le développement social.

Gouverner autrement, c'est aussi revoir la méthode qui conduit aux engagements européens. Chaque sommet européen conforte l'idée que le sort des gens est décidé à leur insu. Même la représentation nationale subit la politique du fait accompli en la matière. Le traité d'Amsterdam ne fera pas exception à cette règle si la nouvelle majorité ne favorise pas l'expression des citoyens sur les grands enjeux européens.

La situation politique appelle des solutions novatrices pour sortir la France de la crise et répondre aux aspirations de la jeunesse. Un espoir lucide et raisonné existe, les Français attendent les signes forts et clairs d'une nouvelle politique.

Les parlementaires communistes sont animés d'une obsession, celle de la réussite de la politique de gauche. Nous pensons d'abord aux Françaises et aux Français qui souffrent, qui luttent et ont droit à la dignité. Le mouvement social et citoyen est un levier, un atout, pour faire front à ceux qui bloquent le changement. Nous ferons tout pour que ses propositions constructives soient prises en compte. C'est en agissant de la sorte que nous poursuivrons notre combat pour construire une société plus juste, plus solidaire, plus humaine.

Les députés communistes et partenaires ne ménageront pas leurs efforts, en toute clarté, pour que le changement se concrétise. C'est dans cet esprit constructif et offensif que nous apporterons notre soutien au Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste et du groupe RCV*)

M. Bayrou - Monsieur le Premier ministre, vous avez la charge, désormais, après une campagne électorale où vous avez fait des promesses nombreuses et précises -trop de promesses- vous avez la charge de la politique de la France. Nous avons combattu votre projet, parce que nous le trouvions dangereux pour la France. Les Français ont tranché, la campagne électorale est derrière nous.

Je veux d'abord vous dire, au nom du groupe UDF, ce que sera notre conception de l'opposition.

C'est dans un esprit de responsabilité que, pendant les années qui commencent, nous nous adresserons à votre Gouvernement. Vous avez, et vous avez seul, la responsabilité du Gouvernement de notre pays, nous ne sommes pas co-gestionnaires de la France. Mais, majorité et opposition, nous sommes co-responsables de son avenir. S'il advient que ce que vous dites ou faites nous paraisse bien, nous le soutiendrons. Sinon, nous serons déterminés à le combattre. Si des enjeux majeurs se présentent, nous assumerons nos responsabilités sans biaiser. Ce n'est pas l'esprit partisan qui nous conduira, mais l'idée que nous nous faisons de l'intérêt de la nation.

Nous n'oublions que pour l'avenir, l'opposition a une responsabilité particulière : une fois survenus les désenchantements -car ils surviendront-, une fois venues les déceptions -car elles viendront-, il nous reviendra d'offrir à notre peuple une autre espérance, un autre horizon, une voie de recours. (*Exclamations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste*) Sinon, le désenchantement prendra le visage de la révolte et c'est la démocratie qui en serait victime. Nous en reparlerons.

Dans les livres d'histoire de nos arrières-petits-enfants, sans vouloir décevoir personne, ce ne serait pas nos changements de majorité qui constitueront la matière du chapitre consacré à la fin du XX^e siècle, mais les réponses que nous aurons apportées à deux grandes questions : la première touche au projet de société, et la seconde, liée à la première sans se confondre avec elle, est celle de notre projet européen.

Tout d'abord, peut-on concilier l'économie nouvelle, l'économie ouverte, avec une société rassurante et fraternelle ? Il existe des forces réactionnaires, au sens étymologique du terme, qui prétendent nier l'économie ouverte et s'en passer. La vérité est qu'il ne sera plus au pouvoir de personne, si ce n'est de quelques tyrans sanguinaires et éphémères, de rompre avec l'économie ouverte. Celle-ci n'est pas seulement inévitable : elle favorise la création et la circulation de richesses nouvelles.

M. Christian Bataille - Vous avez une conception fataliste de l'histoire !

M. Bayrou - Comme toute force, elle peut être aveugle et dangereuse. Mais il faut la prendre en compte, comme le marin le fait avec le vent : ce n'est pas le vent qui détermine la route, mais pour choisir sa route, il faut prendre le vent.

M. Christian Bataille - Avec vous, c'est la noyade assurée !

M. Pandraud - Faites-le taire, Monsieur le président !

M. Bayrou - Pour nous, une société de fraternité est compatible avec l'économie ouverte. Plus encore, nous pensons que le dynamisme et l'énergie d'une économie ouverte sont la condition même de la construction de la société nouvelle, de la société de fraternité. Nous savons que c'est difficile, mais nous proposerons ce chemin.

Cette société à construire, je l'appellerai société de confiance. Profitant de la créativité des plus inventifs, de l'audace des plus courageux, elle ne les bride pas et ne les arrête pas dans leur élan, plus efficace que la réglementation.

Mais beaucoup d'entre nous ont besoin d'assurances sur l'avenir : la loi est nécessaire pour protéger les plus faibles, les personnes âgées, ceux qui n'ont pas de moyens ni de relations.

J'ai été heureux de vous entendre dire, Monsieur le Premier ministre, que la sécurité, l'autorité de la loi, la pérennité de l'identité nationale sont des aspirations légitimes. Ces valeurs n'appartiennent pas aux extrémistes. La sécurité, la protection due au plus faible, la garantie de l'identité, ce sont des droits de l'Homme ! Ce sont d'ailleurs les plus faibles qui, en ces matières, se trouvent les plus dépourvus. Quand on est en pleine santé, aisé, qu'on a un travail et qu'on jouit de l'estime des siens pour les responsabilités qu'on exerce, on est peu exposé au risque. On n'est pas renvoyé du commissariat où on vient porter plainte. On ne reste pas sans logement. On n'a pas peur pour ses enfants dans la cité. On ne tremble pas la nuit en entendant du bruit sur le palier. (*Murmures sur les bancs du groupe socialiste*) On ne redoute pas de ne pas reconnaître demain la France d'hier.

Il nous faut rétablir le lien de confiance, dans différents domaines. Puisque vous avez parlé de morale, sachez que nous serons avec vous chaque fois qu'il s'agira de restaurer la morale publique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF*) Vous avez aussi évoqué la morale à l'école : l'effort est déjà engagé et vous aurez notre soutien pour continuer.

Mais la confiance ne se divise pas. Pour l'instaurer, il faut être cohérent et prendre en compte les résultats. J'ai été surpris de constater que toutes les mesures que vous annoncez viendront d'en haut, qu'il s'agisse de l'économie ou de la démocratie. Vous n'avez pas prononcé une fois le mot "décentralisation". (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

M. Glavany - Vous écoutez mal !

M. Bayrou - J'ai le sentiment -peut-être sera-t-il démenti par vous actes- que vous nous avez décrit un projet jacobin. Pour nous, la démocratie repose sur la confiance.

M. Brard - La confiance des marchés !

M. Bayrou - Voyez dans les entreprises : on ne peut plus diriger administrativement. Plus vous augmenterez le coût du travail, plus le travail sera rare. Plus vous en rendrez rigides les conditions, plus il sera difficile à créer.

Dans une société de confiance, les décisions sont discutées au Parlement, de manière transparente, et non dans l'opacité des bureaux. La décision de ne présenter aucun collectif budgétaire, l'astuce des décrets d'avance et d'annulation, la suppression du débat de programmation budgétaire, qui était une bonne innovation, ne sont pas de nature à garantir la transparence, à rétablir la confiance, ni à renforcer le rôle du Parlement ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

La confiance c'est aussi la cohérence. Vous venez de confirmer la régularisation de plusieurs dizaines de milliers d'immigrants, de clandestins, au risque de créer un formidable appel. (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste*)

M. Christian Bataille - C'est le discours de Le Pen ! Bayrou c'est la droite dure !

M. Bayrou - La confiance, c'est le réalisme. Au moment où vous exigiez de grands travaux en Europe, vous annonciez l'annulation du canal Rhin-Rhône qui figure sur la liste des douze grands chantiers français.

Et vous avez tort de renoncer à moderniser nos grandes entreprises publiques, comme la SNCF et Air France.

M. de Charette - Très bien !

M. Bayrou - Vous allez à l'encontre de tout ce qui se passe dans le monde et de l'intérêt national. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

M. Brard - A l'encontre de la pensée unique !

M. Bayrou - Quant à notre projet européen, il n'est pas un projet politique comme les autres, mais la condition de tous les autres. Nous l'avons construit parce que nous sommes un grand peuple, conscient d'entrer dans le temps des puissances. Dans tous les cantons de France, on ressentira le choc des puissances, qu'il s'agisse de la vie quotidienne, de la culture, du paysage, de l'emploi que trouveront ou ne trouveront pas nos enfants, de l'idée qu'on se fera de la famille. La question n'est pas de l'éviter mais de ne pas subir la puissance des autres, afin de conserver notre foi humaniste, de refuser le matérialisme, de préserver notre langue et notre culture.

Depuis cinquante ans, tous les gouvernants, toutes les forces de la France se sont jointes, avec leurs nuances et leurs différences, dans la même adhésion au projet européen. Démocrates-chrétiens, comme beaucoup des pères de l'Europe, gaullistes, socialistes, libéraux, chacun a ajouté sa pierre à l'édifice. Robert Schuman, Jean Monnet, Guy Mollet, le général de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Delors, Jacques Chirac, la chaîne ne s'est jamais interrompue.

M. Brard - C'est comme à la Samaritaine ! (*Rires*)

M. Bayrou - Des deux obstacles à franchir pour faire l'Europe, nous en avons passé un et manqué l'autre.

Malgré vos déclarations antérieures, l'obstacle du pacte de stabilité est franchi. Pour vous faire plaisir, une déclaration sur l'emploi a été rédigée en termes vagues. Mais je ne vous critiquerai pas sur ce point, tous les efforts en faveur de l'emploi étant méritoires, même s'ils sont symboliques.

Comme l'a souligné M. Dray, vous avez contredit vos déclarations initiales : mais vous avez eu raison de signer ce pacte, car une monnaie commune sans discipline monétaire ne pourrait s'opposer au dollar. En outre, les Etats sérieux paieraient pour les autres.

Mais nous avons échoué sur les institutions. Les Français défendent depuis longtemps l'idée que l'élargissement est juste et nécessaire mais qu'il implique une réforme préalable des institutions afin que l'Europe devienne une vraie puissance, capable de décider au nom de tous.

Or, l'échec de cette réforme, l'incapacité à accepter que les grands pays pèsent davantage, cela a un sens : on a choisi l'Europe de la décision impossible et de la bureaucratie impuissante, l'Europe de chacun pour soi. Cela peut réjouir les adversaires traditionnels de l'idée européenne, mais pour la volonté française, c'est un grave échec. Si l'Europe n'est pas une puissance, alors c'est le modèle que vous et nous, ensemble, nous avons combattu sans répit, qui se trouvera imposé : l'Europe sera une zone de libre-échange, offerte aux convoitises marchandes ; elle ne dira rien au monde, en portera rien, sinon une prime au moins-disant social. Nous aurons définitivement manqué notre siècle ponctué, par un triple affaiblissement de la France, deux guerres et un échec.

C'est maintenant que cela va se jouer, c'est entre vos mains que sera la réponse, et heureusement aussi entre celles du Président de la République ("*Ah !*" *sur les bancs du groupe socialiste*) dont nous savons la volonté européenne et que nous assurons de notre soutien. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

Si l'Europe se trouve empêchée d'exprimer une volonté politique, il ne reste plus qu'une chance d'avancer, c'est la monnaie européenne.

Elle compte autant d'ennemis qu'il y a, par doctrine ou par facilité, que d'ennemis de la réforme des institutions, chez nous et ailleurs. Entre eux et ceux qui croient à l'Europe, c'est une course de vitesse : nous sommes nombreux à penser que si le calendrier n'est pas respecté, l'euro ne sera pas créé et la défaite de l'euro, c'est la défaite de l'Europe.

Or, hier matin, le ministre des affaires européennes, qui vient de consacrer un livre à la question, a rangé l'Euro parmi les décisions à prendre, une fois examiné l'état des finances publiques.

M. Glavany - Mensonge !

M. Bayrou - Monsieur le Premier ministre, des problèmes de finances publiques, il y en a, il y en a eu beaucoup du fait de vos gouvernements et de votre majorité, et il y en aura. Lorsque vous avez dû quitter le pouvoir en 1993, la France plongeait dans les déficits, et donc dans la dette, au rythme d'un milliard et demi par jour. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste ; applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*) Il a fallu des efforts très lourds, très impopulaires, pour que le gouvernement d'Alain Juppé fasse diminuer le rythme de ce déficit de quelque 30 %.

Si vous voulez la monnaie européenne, vous ne pourrez faire autrement que de continuer cet effort. Or, vous avez promis le contraire, et ces promesses que vous avez réitérées à cette tribune, pèseront lourd sur l'avenir. Vous avez gagné les élections en affirmant que les choses s'arrangeraient par la relance de la consommation, une distribution de pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires, la création d'emplois par la dépense publique.

A Malmö, (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) Tony Blair a critiqué avec force "la vieille gauche" qui n'a à proposer que "la réponse de la dépense et celle de la réglementation" ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF*)

Vous ne pourrez pas respecter vos engagements, car vous n'avez pas d'argent supplémentaire à dépenser et vous aurez comme tout le monde, des économies à faire. (*Interruptions sur les bancs du groupe socialiste*)

Vous mettez, je le sais bien, vos espoirs dans l'audit, "l'audit espoir suprême et suprême pensée." On en attend toujours beaucoup, vous verrez qu'on en attend trop. En tout cas, vous ne pourrez pas vous dire surpris, tant nous avons répété pendant la campagne qu'il faudrait continuer les efforts !

Assez vite, vous allez vous trouver devant le dilemme qui fut celui de François Mitterrand en 1983 : continuer les dépenses dont on sait qu'elles conduisent à l'impasse et de surcroît perdre l'Europe en perdant l'euro, ou renoncer aux promesses intenables en sauvant l'essentiel, à savoir la capacité de la France et les cinquante années d'effort ininterrompu pour lui donner l'arme de la puissance européenne. M. Mitterrand avait eu deux ans, parce qu'il avait trouvé, il faut en rendre hommage à MM. Giscard d'Estaing et Barre, une France sans dette. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF*)

M. Boulaud - Et l'inflation !

M. Bayrou - Vous n'aurez que quelques mois. Mais comme M. Mitterrand, vous serez obligé de convenir que le choix n'existe pas, que l'isolement est sans issue, que de continuer à dépenser se paie cher quand les emprunts deviennent hors de prix, quand on empêche de consommer et d'investir et quand, au bout du compte, l'emploi disparaît !

Pour l'heure, vous avez décidé d'attendre, d'éluder le choix ; mais ceux qui ont cru à vos promesses s'interrogent, et le jour où vous serez contraints d'avouer qu'elles sont impossibles à tenir, il vous faudra faire face à la vague de déception et de scepticisme, lesquels produisent généralement des fruits mauvais.

Il faudra qu'alors l'opposition ait achevé son travail de reconstruction. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) Il n'y aura qu'un moyen de rendre à la démocratie sa vigueur, ce sera de construire sur la vérité. J'espère de toutes mes forces que ces élections auront été les dernières élections à promesses : à tous ceux qui disent qu'il faut faire rêver, nous répondrons qu'il faut faire espérer. L'espoir entraîne, le rêve égare.

Monsieur le Premier ministre, nous ne croyons pas à vos solutions et nous ne croyons pas que vous ayez raison de jouer la montre. C'est pour cela que le groupe UDF ne vous donnera pas sa confiance. Nous nous donnons la mission de construire, de reconstruire à partir de la base le projet de la société nouvelle, de la société de confiance dont la démocratie de liberté et de fraternité aura besoin demain pour s'établir en France. (*Mmes et MM. les députés des groupes UDF et RPR se lèvent et applaudissent*).

M. Crépeau - Il va de soi, Monsieur le Premier ministre, que le groupe que j'ai l'honneur de présider, dans la diversité qui est la sienne, vous accordera la confiance. C'est un groupe de gauche, qui appartient à votre majorité et entend apporter un soutien constructif à l'action du Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RCV et du groupe socialiste*)

Pour autant, il n'est pas, tant s'en faut, -j'ai eu l'occasion de m'en apercevoir-, le groupe de la pensée unique (*Rires*) ! Mais après tout, je m'en réjouis, car la pensée unique, celle du conservatisme, est nécessairement de droite (*Applaudissements sur les bancs du groupe RCV et du groupe socialiste*) alors que la pensée de gauche, qui se fixe pour but non pas de conserver ou de seulement gérer, mais de transformer la société, est fondée sur l'imagination et les valeurs de l'homme. (*Mêmes mouvements*)

Monsieur le Premier ministre, en écoutant votre discours, j'ai été à la fois inquiet et admiratif. Inquiet parce que j'y ai retrouvé l'essentiel de ce que j'avais à dire (*Sourires*), comme d'ailleurs dans les interventions des présidents des autres groupes de la majorité. Ont été évoqués des sujets auxquels sont profondément attachés les députés de notre groupe : Creys-Malville par exemple, que j'avais arrêtée quand j'étais ministre de l'environnement ; pour faire bonne mesure, j'avais ajouté Plogoff, étant convaincu, sans être contre le nucléaire, qu'il faut prendre quelques précautions. J'ai retrouvé aussi des engagements concernant le SMIC, la réduction de la durée du travail, bref ce que l'on attendait d'un Premier ministre de gauche, pour une législature charnière entre deux millénaires, la législature qui nous permettra de construire la France de demain. J'ai retrouvé également les préoccupations de nos collectivités locales, celles de nos départements et territoires d'outre-mer, celles de nos amis corses. (*Exclamations sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

Parler vrai, dire ce que l'on fait et faire tout ce que l'on dit, promettre très peu mais tenir beaucoup : il y a dans votre discours quelque chose de Pierre Mendès-France, le maître à penser des radicaux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RCV et du groupe socialiste*) C'est cette image de sérieux et d'intégrité qui est la vôtre qui, très largement, nous a permis de gagner ces élections.

M. Auclair - Avec Emmanuelli !

M. Crépeau - Oh, beaucoup d'autres ! Si vous voulez, je peux jouer aussi les procureurs et vous allez en prendre plein la figure !

Je veux parler ici de l'Europe, ce grand thème pour tous les hommes et les femmes de ma génération. A son propos, il convient non seulement de parler vrai mais aussi de parler simple. Je vous en supplie, Monsieur le Premier ministre, dites à vos ministres, à vos fonctionnaires et à vos diplomates d'expliquer clairement quels sont les objectifs de la politique européenne. Si vous voulez être compris du peuple, renoncez à tout le charabia technocratique qui caractérise aujourd'hui les discours sur l'Europe, ne leur parlez pas d'Acte unique, de montants compensatoires ou de critères de convergence mais plutôt des objectifs auxquels ces concepts correspondent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RCV*)

Mon arrière-grand-père a fait la guerre de 1870, mon grand-père a pataugé dans la boue à Verdun et mon père a fait la guerre de 1939. Mais moi, je n'ai pas fait la guerre et mes enfants non plus. Voilà l'essentiel qu'il convient de rappeler à propos de l'Europe.

L'autre objectif essentiel, c'est de peser quelque chose face à la toute puissance américaine. Or la France ne représente qu'1 % de la population mondiale. Que voulez-vous que l'on fasse si l'on ne rassemble pas les 360 millions d'Européens face aux Américains -non pour leur faire la guerre, bien sûr, mais pour corriger les anomalies nées à Bretton Woods lorsque l'on a fait du dollar la mesure des échanges internationaux puis lorsque Nixon s'est arrogé le droit de mettre fin à la convertibilité-or du dollar et donc celui de fabriquer de la fausse monnaie- mais aussi face aux multitudes d'Asie, qui feront l'histoire du XXI^e siècle. Déjà, avant la guerre, Valéry disait que l'Europe n'était plus qu'un cap avancé de l'Asie...

Mais sur ce cap avancé, il y a un phare...

M. Baguet - La Rochelle ?

M. Crépeau - ...qui se nomme culture. Et c'est sans doute par elle qu'il aurait fallu commencer pour construire l'Europe, plutôt que par l'économie. D'ailleurs, contrairement à mes amis communistes, je pense que la culture engendre l'économie. La culture, ce n'est pas seulement les Beaux-Arts, c'est aussi la communication de la pensée, l'image, la musique, le théâtre, la façon de s'habiller et de manger... N'avez-vous pas remarqué que tout cela est devenu peu ou prou américain ? Dans le pays qui peut s'enorgueillir de la meilleure cuisine et du meilleur vin du monde -je veux parler du Bordeaux, ce qui consolera peut-être M. Juppé-, nos enfants déjeunent au Mac Donald, boivent du Coca-Cola et portent des "Reebok", des "blue-jeans" et des "T-shirts", fabriqués aux Etats-Unis ! (*Exclamations et rires sur divers bancs*) Cela vous fait rire, mais derrière tout cela, il y a des emplois. pensons-y !

S'agissant de l'emploi, Monsieur le Premier ministre, vous avez parlé de relance par la consommation et de réduction de la durée du travail. J'ai pour ma part quelques mesures concrètes à proposer. D'abord, pour les services publics, arrêtons le massacre et cessons de faire diminuer les effectifs, en particulier dans les domaines où il n'y a pas de concurrence à l'étranger. C'est évidemment le cas de l'école. Cessons donc de fermer des classes, que ce soit en ville ou à la campagne, et renforçons les effectifs d'instituteurs dans les zones d'éducation prioritaire. Nous savons tous, en effet, que lorsqu'un gamin ne sait pas lire ou écrire couramment à onze ans, des lumières se sont éteintes qui ne se rallumeront plus. Il faut organiser du rattrapage scolaire pour tous ces enfants abandonnés au pied de leurs immeubles à la violence ou à la drogue.

Mais c'est aussi le cas du secteur de la santé. A ce propos, permettez-moi de vous signaler que je trouve scandaleux qu'à l'hôpital de La Rochelle, par exemple, il y ait 200 CES payés moins de 2 000 F par mois. Comment ne pas crever de faim avec 2 000 F par mois ? Il importe donc de transformer ces emplois précaires en emplois consolidés sur cinq ans, en payant ces jeunes 4 000 F par mois et en leur assurant une promotion spéciale, pour les bacheliers dans une école d'infirmiers et pour les autres dans une école d'aides-soignants. De telles mesures ne seraient pas si coûteuses et elles auraient un fort impact.

S'agissant des aides au développement économique, cessons de dire qu'il n'y a pas assez d'argent et mettons plutôt fin à tous ces fantastiques gaspillages dont Creys-Malville fut un exemple et dont je peux donner aujourd'hui l'illustration suivante : chaque fois qu'un céréalier de 100 000 tonnes quitte le port de La Pallice, il y a 50 millions de subventions versées aux gros céréaliers de la Bauge. Alors ne me dites pas qu'il n'y a pas de quoi aider les exploitations familiales et les petites entreprises artisanales ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe RCV et de nombreux bancs du groupe socialiste*) Ayons donc le courage de verser l'argent là où il doit l'être !

Je pense en particulier au secteur du logement social, voire très social. Pourquoi ne pas lancer un emprunt obligatoire auprès des contribuables de l'ISF qui seraient remboursés à mesure des loyers ? Un emprunt obligatoire, cela s'est fait à la Libération.

Il est vrai que l'on savait alors se montrer audacieux et imaginatif, bien plus en tout cas que le RPR d'aujourd'hui. Qui a procédé alors aux nationalisations et qui a créé la sécurité sociale sinon le général de Gaulle ? Vous vous référez à lui, Monsieur Séguin, mais en réalité vous lui tournez le dos !

Mais il est aussi des mesures qui ne coûtent rien et qui sont pourtant essentielles. Pour moi, elles concernent d'abord la justice, domaine où beaucoup reste à faire.

Selon moi, l'indépendance des magistrats du siège et celle des magistrats du parquet, ce n'est pas tout à fait la même chose. Le sujet mérite réflexion. L'avocat général n'est pas un OVNI juridique ni un électron libre. Il parle au nom de quelqu'un. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RCV et du groupe socialiste*) Aussi convient-il d'attendre les conclusions de la commission Truche pour voir ce qui doit être fait dans la sérénité de la commission des lois.

La torture existe toujours dans notre pays ! Sous l'ancien régime, il y avait le pilori. On attachait le condamné à un poteau et des gens venaient cracher sur lui. Le pilon moderne, ce sont les photos dans les journaux, les images à la télévision de gens mis en examen, pourtant présumés innocents. Or les écrits et les photos restent, et la vie de ces personnes risque d'être gâchée même si elles sont reconnues innocentes et acquittées.

Une autre torture consiste à passer les menottes à des gens qui ne sont pas dangereux. Pour passer les menottes, il faudrait l'autorisation d'un magistrat et une ordonnance motivée. Il est scandaleux que les journaux publient des photos de gens menottés, alors que ces gens sont présumés innocents. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RCV, du groupe socialiste et du groupe communiste*)

Robert Badinter, un de mes maîtres à penser, avait dit, à propos de la détention provisoire, que la règle devrait être l'assignation à résidence en matière délictuelle. Ce serait un bon moyen de réduire les effectifs dans les prisons et de soulager ainsi les gardiens. Le problème de la prison n'est pas de savoir pourquoi on y entre, mais dans quel état on en sort ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe RCV, du groupe socialiste et du groupe communiste*)

Enfin, il faut reprendre le projet de M. Toubon sur l'appel des procès d'assises.

Voilà, j'ai épuisé mon temps de parole et, sans doute, votre attention. (*Dénégations sur divers bancs*) Nous vivons un moment important de la vie de l'Assemblée nationale. Peut-être la création de notre groupe et l'attitude d'autres groupes feront-elles naître une liberté de parole dont on ne jouissait guère auparavant lorsqu'on appartenait au parti majoritaire.

Ainsi connaissait-on, dès le lendemain des élections, tous les votes de la législature ! Voilà pourquoi les députés ne venaient pas. Si vous changez cela, Monsieur le Premier ministre, nous serons là pour vous aider à réussir, car il faut que vous réussissiez ! Votre gouvernement est porteur de l'espérance des Français et je sais que vous ne les décevrez pas, certain déjà que l'image que vous donnerez de la politique lui redonnera tout son sens. La politique est une éthique pour la cité. Or toute éthique, toute morale, tout choix entre le bien et le mal a pour justification la recherche du bonheur. Aristote disait : "La politique est l'art de gouverner les peuples pour leur bonheur". On ne gouverne un peuple que les pieds par terre et le cœur dans les étoiles ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe RCV, du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste*)

M. le Premier ministre - Je me conformerai à l'usage qui veut que le Premier ministre réponde brièvement avant que l'Assemblée s'exprime par son vote sur la déclaration de politique générale.

Je remercie d'abord les représentants de la majorité plurielle et diverse rassemblée dans cet hémicycle à l'issue du vote des Français. Car, sans anticiper sur son vote, j'ai compris, grâce aux intentions qui ont été affirmées, qu'elle serait aux côtés du Gouvernement dans un état d'esprit lucide, attentif et chaleureux.

Il sera essentiel qu'au fil des années, les liens entre le Gouvernement et l'Assemblée nationale -liens à la fois collectifs et institutionnels faits du travail quotidien que vous accomplirez et des contacts entre les représentants du Gouvernement et les présidents de commission- se développent dans l'intérêt de tous, dans le respect des institutions parlementaires et au service de nos concitoyens.

Je remercie l'opposition d'avoir bien voulu exprimer ses observations et ses critiques. J'ai parfois eu l'impression que les propos qu'elle tenait s'adressaient à d'autres, et visaient moins le présent qu'ils ne concernaient le passé. (*"Très bien !" sur les bancs du groupe socialiste*)

Sans esprit polémique -et mon intervention liminaire en était dépourvue- il faudra bien que j'éclaire à la fois l'opinion et cette Assemblée notamment sur la question de l'Europe et dans le respect des institutions de la France.

M. Ayrault me pardonnera sans doute de ne pas lui répondre longuement -il est le président du groupe le plus important. D'autre part, nous partageons les mêmes valeurs. Beaucoup ont été associés à la préparation de cette déclaration, au-delà même de l'ensemble du Gouvernement. Pour avoir été ministre pendant quatre ans, je sais que le Gouvernement ne peut se limiter à l'exercice, indispensable mais formel, que constitue la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres, où le débat collectif n'est guère possible. J'entends que le Gouvernement débatten.

Certaines des questions que vous vous êtes posé, Monsieur Séguin, et certaines des contradictions auxquelles nous sommes l'un et l'autre confrontés, viennent peut-être du fait qu'au cours de la Vème République, à toutes les époques, des décisions importantes ont été prises sans avoir été précédées de débats suffisants. Je m'efforcerai de faire qu'il y ait un véritable gouvernement dans ce pays et pas seulement des lieux d'enregistrement de décisions déjà prises par quelques-uns. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe RCV et du groupe communiste*)

Nous sommes là au cœur de la vie de la République et de sa nécessaire réforme qui ne passe pas seulement par les textes.

J'ai été très sensible, au-delà de l'analyse que M. Ayrault a faite de la dissolution et de sa mise en perspective du sommet d'Amsterdam, à son insistance sur l'attention que nous devons porter aux problèmes de la ville et des quartiers. En une heure, je n'ai pu traiter l'ensemble de ces questions mais elles seront au centre de l'action du Gouvernement.

M. Séguin, au nom du RPR, a exprimé l'effet de surprise que constituait la réalité dans laquelle nous sommes, mais c'est la réalité et c'est le peuple qui l'a voulu ainsi. Cela dit, je n'ai pas bien compris, Monsieur Séguin, comment vous conciliez le discours très général qui vous accompagne dans la vie publique depuis plusieurs semaines et qui part du sentiment d'une crise profonde de la société où nous retrouvons un écho de nos préoccupations, avec vos propositions d'un classicisme un peu conservateur qui est plutôt l'apanage de l'opposition d'aujourd'hui ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*)

Votre discours donnait plutôt l'impression d'une addition de contradictions, d'un collage de discours différents que d'une véritable synthèse. Contradiction dans le temps : une partie de votre discours était plutôt destinée à une personne qui ne vient pas à l'Assemblée nationale conformément aux règles constitutionnelles et semblait moins concerner l'avenir qui est devant moi qu'un passé récent dont vous venez de sortir ensemble. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe RCV*)

Ainsi, je me suis demandé si ce qui concernait Maastricht s'adressait essentiellement à moi. Pour ma part, estimant que le refus de ratifier le traité de Maastricht aurait ouvert une crise majeure en Europe, j'avais, à l'époque, employé la formule suivante : "Je dis non au non et je dis donc oui au oui". (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR*) Il me semble qu'il est plus cohérent d'avoir dit alors "oui mais" et de continuer aujourd'hui à dire oui en mettant des conditions à la monnaie unique que d'avoir dit "non" hier et de dire "oui" aujourd'hui ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe RCV*)

Soyons clairs ! (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR*) A propos de la rencontre d'Amsterdam, j'ai du mal à comprendre votre logique. Si nous n'avons rien obtenu, je ne vois pas pourquoi le Président de la République s'est félicité des pas en avant qui avaient été faits ! N'a-t-il pas dit, à la conférence de presse, que le changement de gouvernement avait été une bonne occasion de faire avancer un certain nombre de questions qui étaient dans sa pensée ?

Nous avons fait ce que je voulais faire : ouvrir un espace. Car je n'entendais pas réclamer que soit ajouté à la logique économique et monétaire de l'Union européenne un complément social. C'est bien, à propos de l'emploi, une autre exigence économique, aussi importante que celle de l'équilibre budgétaire et de la stabilité, que j'ai essayé de faire prévaloir.

Et vous devriez vous réjouir, comme je me réjouis, que ce sommet n'ait pas été un sommet de crise. Alors que plusieurs chefs de gouvernement européens sont mes amis de longue date, je n'entendais pas arriver là pour déclencher une crise en Europe !

Le cadre était d'ailleurs relativement déterminé puisque le Président de la République avait engagé la parole de la France à Dublin. Peut-être, d'ailleurs, les choses auraient-elles pu être mieux préparées avant Dublin... C'est, en tout cas, dans ce cadre que nous avons sollicité l'attention de nos partenaires et ouvert un espace nouveau.

Je mesure comme vous la différence qu'il peut y avoir entre un pacte de stabilité signé et des intentions pour l'avenir, mais il s'agit dans un cas d'un processus qui arrive à un premier terme et, dans l'autre, d'un processus qui commence.

C'est sur la base de deux articles dont on ne pensait pas qu'ils auraient une telle fortune que la politique agricole commune a été bâtie. Nous nous appuyons sur l'article 103 et sur l'idée de la concertation économique, sur l'article 109 et sur l'accompagnement des processus monétaires, sur les perspectives concernant l'emploi et la croissance pour faire progressivement bouger l'Europe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe RCV*)

M. Séguin - Vous avez dit, Monsieur le Premier ministre, que vous aviez cherché à Amsterdam à ouvrir des espaces nouveaux. Pardonnez-moi de vous trouver singulièrement optimiste à la lecture de ce dont vous avez obtenu l'insertion dans le relevé de conclusions du traité d'Amsterdam. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*)

"Il s'agit d'une restructuration restrictive des dépenses publiques qui s'impose afin d'encourager l'investissement, la recherche, le développement... Il s'agit de continuer à revoir les systèmes de protection sociale de manière à améliorer les possibilités d'emploi. Il s'agit de transformer les systèmes d'allocations en systèmes volontaristes capables d'améliorer l'emploi des travailleurs. Il s'agit, enfin, de poursuivre l'effort de modération salariale".

Ne nous en veuillez pas de discerner quelques contradictions entre ce texte que vous avez fait avaliser à Amsterdam et ce que vous nous avez dit tout à l'heure ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

M. le Premier ministre - Je ne suis pas sûr que des citations sélectives soient la meilleure façon d'éclairer les Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe RCV*)

Vous auriez pu parler du sommet extraordinaire sur l'emploi et du travail destiné à mettre en place des mécanismes fondés sur les articles 102 et 103 et s'appuyant sur la concertation économique. Mais je bornerai là notre échange et m'adresserai à M. Bocquet qui s'est exprimé dans l'esprit de liberté et de solidarité qui convient aux relations entre la majorité et le Gouvernement.

Les causes du chômage et de la crise ne résident, en effet, pas seulement dans la mondialisation et dans le progrès scientifique ; l'utilisation qui est faite de ce dernier dans un système que nous connaissons pèse aussi.

Je comprends que M. Bocquet puisse regretter que le SMIC et les minima sociaux ne soient pas davantage revalorisés. Mais les syndicats préfèrent souvent obtenir quelque chose par la négociation que se le voir octroyer par le pouvoir politique. (*Sourires sur les bancs du groupe du RPR*) Le dialogue pourra se poursuivre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

En outre, si ce qui est donné d'entrée de jeu et qui répond à des impatiences fortes importe, ce qui est essentiel à mes yeux, c'est que lorsque nous rendrons finalement des comptes, nous ayons changé le rapport entre le revenu du capital et le revenu du travail dans ce pays, et que nous ayons fait reculer le chômage et les inégalités. Je choisis une démarche progressive.

Nous irons, bien sûr, vers une réforme de la fiscalité, mais ces matières étant complexes et sensibles, il faudra avancer dans l'ordre.

Quant à l'intervention de M. Bayrou, son début m'a surpris.

Il a évoqué je ne sais quel vent de révolte qui pourrait souffler : la démocratie française peut affronter les tempêtes, elle l'a montré. Nous avons d'ailleurs l'intention de nouer le dialogue là où le dialogue était refusé, d'engager la discussion là où on laissait pourrir les conflits. C'est ainsi et non d'en haut comme M. Bayrou semble l'avoir cru, que nous ferons avancer les choses.

De même, je n'ai rien vu dans ce que le Gouvernement et le ministre de l'intérieur ont dit ou fait qui permette d'affirmer que je voudrais régulariser des dizaines de milliers de travailleurs clandestins. (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

Nous voulons, je m'en suis expliqué, examiner les cas un par un en nous fondant sur des critères précis.

Plusieurs députés RPR - Lesquels ?

M. le Premier ministre - Nous nous sommes référés aux critères avancés par la commission consultative des droits de l'homme. Il appartiendra au ministre de l'intérieur mais aussi au ministre de la solidarité et des affaires sociales de traiter ces problèmes pour répondre aux situations inextricables dans lesquelles peuvent se trouver des individus et des familles sans créer cet appel d'air qui est un peu l'objet d'un fantasme ; car nous n'entendons pas favoriser l'immigration clandestine, mais au contraire arriver à une régularisation.

Enfin je voudrais revenir, à propos de l'intervention de M. Bayrou, sur le sommet d'Amsterdam et ce qu'il a appelé "l'échec des institutions". Je m'exprimerai sur ce sujet avec retenue, ayant passé deux jours et presque toute une nuit avec le Président de la République lors de ce sommet. Contrairement à ce qu'a dit un parlementaire européen de l'opposition, selon lequel il fallait bouger sur la CIG, si cela était possible, et non sur la coopération économique et monétaire pour laquelle c'était impossible, la vérité, c'est que le champ était ouvert à condition que l'on ose poser les problèmes, au risque de déplaire à tel ou tel partenaire -sans remettre en cause une amitié à laquelle nous restons très attachés. Malgré le peu de temps dont le nouveau gouvernement a pu disposer, nous avons réussi à bouger un peu. Vous ne devriez pas prendre ces choses à la légère ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

Quant aux institutions, Mesdames et Messieurs de l'opposition, je vous rappelle que ce n'est pas moi qui ai traité ce dossier depuis dix-huit mois, ni négocié avec la présidence et avec la Commission, ni préparé les instructions, données à la délégation française : les choses étaient bouclées. Je ne considère pas, quant à moi, que le sommet ait été un échec même s'il n'a pas été à la hauteur de ce que nous avions souhaité lorsque nous étions dans l'opposition. Mais je fais appel à votre honnêteté intellectuelle : si vraiment, on devrait parler d'un échec, il ne serait pas juste de me l'imputer ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

Enfin, je voudrais remercier M. Crépeau. Entendre un orateur improviser avec un tel talent, c'est un bonheur. Avec son expérience et son humanité, d'une voix familière, il nous a dit des choses sérieuses et vivantes sur la politique. Il nous a dit comme il avait apprécié d'avoir vécu dans la paix, à la différence de son père et de son grand-père. Mais aujourd'hui, nous ne pouvons nous satisfaire que l'Europe, ce soit seulement la paix : nous ne pouvons nous résigner à dix-huit millions de chômeurs, et il faut renouveler le message européen.

J'apprécie aussi les suggestions qu'il a présentées sur la justice. Au-delà des décisions de principe que j'ai annoncées, et qui étaient nécessaires pour rendre confiance aux magistrats et aux citoyens, il nous faudra préparer des réformes.

Mesdames et Messieurs les députés, je vous remercie d'avoir participé à ce débat conduit avec force et vivacité, comme il sied, mais aussi dans le respect des opinions, et des personnes -et qui augure bien, me semble-t-il, de nos rapports futurs. Avec le Gouvernement, m'appuyant sur la majorité, dans sa diversité et sa cohérence, je serai toujours prêt au débat, pour rétablir des vérités qui me paraîtraient malmenées, pour exprimer notre conviction, dans le respect de chacun d'entre vous, de la majorité comme de l'opposition, afin que la démocratie vive mieux dans notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe RCV et du groupe communiste*)

M. le Président - Le Premier ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 1er, de la Constitution, je vais mettre aux voix l'approbation de sa déclaration de politique générale -par scrutin public à la tribune, conformément à l'article 65 du Règlement.,

Je me réjouis, moi aussi, que ce débat ait été vivant et approfondi et empreint de respect mutuel.

Le scrutin est ouvert à 18 heures 40.

Le scrutin est clos à 19 heures 40.

M. le Président - Voici le résultat du scrutin :

- nombre de votants :.....551
- nombre de suffrages exprimés :.....549
- majorité absolue des suffrages exprimés :.....275
- Pour l'approbation :297
- Contre :.....252

L'Assemblée a approuvé la déclaration de politique générale du Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe RCV et sur plusieurs bancs du groupe communiste*)

Prochaine séance, mardi 24 juin, à 15 heures.

La séance est levée à 19 heures 40.

Le Directeur du service
des comptes rendus analytiques,

Jacques BOUFFIER